



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Programme
pour la Gestion
des Transformations Sociales

Distribution: Limitée
SHS-09/CONF.203/2b
Original: anglais

9^E SESSION DU
CONSEIL INTERGOUVERNEMENTAL
Paris, 28-30 septembre 2009

RAPPORT DU SECRÉTARIAT SUR LES ACTIVITÉS DU PROGRAMME MOST pendant l'exercice biennal 2008-2009 (34 C/5)

9^e Session du Conseil intergouvernemental, siège de l'UNESCO à Paris, 28-30 septembre 2009

Mission : La mission assignée au MOST-Phase2 lors de la 6e session du CIG du MOST (février 2003), précise que le « MOST continuera à promouvoir le développement et l'utilisation des connaissances en sciences sociales qui contribuent à une meilleure compréhension et gestion des transformations sociales, conformément aux valeurs universelles de justice, de liberté, de dignité humaine et le développement durable ».

Objectif : Le présent rapport se limite à faire une révision des résultats du Programme intergouvernemental en sciences sociales de l'UNESCO, MOST Phase 2, par rapport aux objectifs énoncés dans les documents 34 C/4 et 34 C/5 et dans les recommandations adoptées par le Conseil intergouvernemental du MOST lors de sa 8e session (cf.34 C/REP/17, annexe 2). A chaque exercice biennal, le Secrétariat du MOST fournit à son Conseil un rapport synthétique, conjointement avec des fiches d'information détaillées. Cette information est également accessible sur le site Web du MOST: www.unesco.org/shs/most/igc2009.

Le Programme MOST est mis en œuvre conformément aux orientations définies par le Conseil intergouvernemental du programme et de son organe exécutif, le Bureau du CIG de MOST, ainsi que le Comité consultatif scientifique de MOST. Le Conseil intergouvernemental du MOST est composé de 35 Etats membres, élus pour quatre ans par la Conférence générale.

La moitié des sièges (18 contre 17) sont soumis à élection/réélection lors de chaque session de la Conférence générale. En vertu de la Phase 2 du MOST, les organes directeurs du Programme ont été considérablement renforcés. Au cours de l'exercice 2008-09, le Bureau de Conseil intergouvernemental du MOST s'est réuni le 19 Janvier 2008 pour approuver les plans de travail détaillés établis pour l'exercice biennal.

Une deuxième réunion du Bureau a été organisée du 1er au 2 octobre 2008, afin d'approuver les termes de références pour la révision informelle à moyen terme des quatre premières années du programme MOST Phase 2 (2004-2007), et de sélectionner les candidats qui seront proposées au Directeur général pour le nouveau Comité consultatif scientifique du MOST pour 2008-2011.

La nouvelle composition du Comité consultatif scientifique de MOST (six représentants de haut niveau venant de leur région du monde respective, plus le Président du CIG de MOST en sa qualité de membre *ex-officio*) s'est réunie le 9 Mai 2009 à Bergen, en Norvège, au même temps que se déroulait Forum mondial des sciences sociales organisé par le Conseil international des sciences sociales en vertu de son accord-cadre actuel d'une durée de six années avec le secteur SHS. Le Bureau du CIG de MOST et le Comité consultatif scientifique ont tenu

une session conjointe du 25 au 26 septembre 2009, suivi de la 9e session du Conseil intergouvernemental du programme MOST (28-30 Septembre 2009, Siège de l'UNESCO).

Présentation des résultats obtenus au cours de l'exercice biennal 2008-2009

Les activités du programme MOST contribuent aux objectifs stratégiques de l'UNESCO tel qu'il a été défini dans la Stratégie à moyen terme (34 C/4) 2008-2013. Notamment, l'Objectif stratégique de programme 7 : renforcer les liens entre la recherche et les politiques dans le domaine des transformations sociales, qui met l'accent sur :

- (i) développement d'espaces de dialogue et d'échange entre chercheurs et responsables de l'élaboration des politiques, surtout aux niveaux sous-régional et national, et
- (ii) création de programmes nationaux et régionaux de collaboration de recherche en sciences sociales pour les questions clés, qui portent sur le renforcement de capacités nationales et régionales et la coopération Sud-Sud.

Dans le document 34 C/5 (Programme et budget approuvés 2008/09), les objectifs ci-dessus sont davantage définis sous « Priorité biennale sectorielle 2 du Grand programme III », intitulé « Renforcer les systèmes de recherche nationaux et régionaux de façon à promouvoir la recherche orientée vers l'action sur les problèmes éthiques et sociaux. »

Pour être à l' hauteur de ces exigences, les réalisations de MOST au cours de l'exercice biennal sont analysées selon les critères suivants:

- Stratégies d'établissement du lien entre recherche et politiques
- Recherche
- Dialogue autour des politiques
- Résultats et publications

Table des Matières

Critère pour organiser le rapport : PREMIER RESULTAT ATTENDU pour l’Axe d’action 2 à la fin de l’exercice biennal.....	5
Eradication de la pauvreté (réf. 34 C/5 03009, 03013, 03019)	5
Attention portée sur l’Afrique	5
Thème prioritaire du MOST pour l’Amérique Latine et Caraïbes.....	6
Migration (réf. 34 C/5, 03019 iii)	7
Droits des immigrés en Asie centrale.....	8
Questions urbaines (réf. 34 C/5 03009, 03019)	9
Politiques urbaines inclusives en Asie du sud	10
Intégration régionale (réf. 34 C/5 03013, 03019)	11
L’Etat nation et les défis de l’intégration régionale en Afrique de l’ouest.....	11
Intégration régionale : Forum sur les perspectives de la Grande corne	13
Jeunesse et violence juvénile (réf. 34 C/5 03009, 03019)	14
Stratégie de développement pour la jeunesse.....	14
6e Forum UNESCO des jeunes	14
Meilleures pratiques dans les politiques de jeunesse et programmes pour la jeunesse en Amérique latine et Caraïbes	15
Réunion régionale UNESCO.....	15
Développement de la jeunesse et prévention de la violence juvénile	16
Equité et égalité de genre (réf. 34 C/5: 03014)	17
Attention portée sur : Egalité de genre et renforcement de capacités des femmes	17
Programme “ Violences faites aux femmes ”	18
Centre de recherche et de documentation pour femmes, la problématique du genre et la construction de la paix dans la région des Grands lacs	18
Recherche sur les femmes palestiniennes et le Centre de documentation	19
Le centre d’étude sur les femmes et le genre de l’Université de Kabul	20
Le réseau d’études de genre en Asie-Pacifique	21
Le rôle de l’Etat dans le développement social (réf. 34 C/5 03019).....	22
Thème prioritaire du MOST dans les pays arabes.....	22
Développement social durable dans les PEID du Pacific (réf. 34 C/5 03019)	24
Priorité du MOST axée sur la jeunesse, le genre et l’antidoping.....	24
Développement de la stratégie de Jeunesse – Pays d’Asie-Pacifique (ASPAC)	25
Changement climatique et migration dans les PEID du Pacifique.....	26
Développement social durable dans les PEID des Caraïbes (réf. 34 C/5 03019).....	27
Priorité du MOST portée sur les PIED des Caraïbes: « Développement durable et ressources côtières dans les PIED des Caraïbes: Perspectives en sciences sociales.....	27

Critères d'organisation du rapport : Deuxième RESULTAT ATTENDU pour l'Axe d'action 2 à la fin de l'exercice biennal.	29
L'enseignement et la formation dans le domaine des sciences sociales (réf. 34 C/5 03019, 03020)	29
Développement de capacités en sciences sociales (réf. 34 C/5, 03019, 03020)	31
« Projet : Repenser l'Amérique Latine » (réf. 34 C/503019)	32
Réflexion théorique sur le lien entre recherche et politiques (réf. 34 C/5, 03013, 03019)	33
Outil de recherche pour les politiques (réf. 34 C/5 03019, 03020)	35
Lignes directives pour les Comités nationaux de liaison du MOST (réf. 34 C/5, 03019)	37
Forum des Ministres du développement social (réf. 34 C/5, 03020)	38
Dialogue Sous-régional sur les politiques sociales en Asie du sud: "Constater le lien entre sciences sociales et politiques"	40
Annexe: MP III - SCIENCES SOCIALES ET HUMAINES MLA2 – Budget 2008/2009	41

Table 1 fait un rapport sur les principaux résultats des activités du MOST lesquelles ont pour objectif d'atteindre le résultat attendu suivant défini dans le Programme et Budget approuvé pour 2008-2009 (34 C/5).

Critère pour organiser le rapport : PREMIER RESULTAT ATTENDU pour l'Axe d'action 2 à la fin de l'exercice biennal :

Renforcement des réseaux de recherche orientés vers les politiques dans le domaine de sciences sociales, afin de participer à la formulation des politiques dans les domaines tels que l'éradication de la pauvreté, la migration, l'intégration régionale, les questions urbaines, la jeunesse y compris la violence juvénile, et de l'équité et égalité entre les sexes

Eradication de la pauvreté (réf. 34 C/5 03009, 03013, 03019)

Attention portée sur l'Afrique

<p>Stratégie d'établissement du lien entre recherche et politiques</p>	<p>Identifier les besoins de la recherche en lien avec la stratégie nationale de réduction de la pauvreté, commander des articles de recherche pertinents, en discuter à travers une série de consultations nationales et le dialogue de la société civile avant de finaliser et de valider les résultats de la recherche ; les rendre accessibles au travers de publications et de l'insertion de synthèses de politiques sur l'outil de recherche pour les politiques de MOST.</p>
<p>Recherche</p> <p>Mali, Niger, Burkina Faso, Sénégal et Bénin : Recherche menée sur le concept de pauvreté en tant que problématique relative aux droits de l'homme d'une perspective juridique, socio-anthropologique et philosophique ; en déduire des plans d'action et des pistes de dialogues dans le domaine des politiques publiques de chaque pays de façon à intégrer les principes des droits de l'homme dans les rapports stratégiques de réduction de la pauvreté. Afrique de l'Ouest : recherche régionale lancée sur les rapports stratégiques de réduction de la pauvreté, prévisions budgétaires tenant compte de normes minimum et des droits de l'homme à travers l'attribution de bourse de recherche. Côte d'Ivoire : programme de recherche national sur l'intégration des droits de l'homme dans les rapports stratégiques nationaux de réduction de la pauvreté. Sénégal : projet national de recherche sur l'impact de la crise financière sur les plus vulnérables.</p>	<p>Dialogue autour des politiques</p> <p>Des groupes de travail thématiques, pour la rédaction de rapports stratégiques de réduction de la pauvreté, rassemblant des décideurs publics, des chercheurs et des acteurs de la société civile formés à l'approche basée sur les droits de l'homme en Côte d'Ivoire et au Togo. Séries de séminaires et lancement par le secteur privé et les partenaires des ONG à travers la semaine de la solidarité et autour de la journée internationale de l'éradication de la pauvreté, le 17 octobre 2008. Du 1-6 octobre 2009 : consultation nationale avec le Ministère du Développement de la Côte d'Ivoire, sessions de formation et lancement du projet régional sur « l'impact de la crise financière sur la pauvreté » en collaboration avec l'UNCT.</p>

Résultats obtenus	<p>Meilleure compréhension de la pauvreté atteinte à travers une approche basée sur les droits de l'homme ; Disponibilité de recommandations matérielles et portant sur les politiques publiques afin d'aider les décideurs publics à intégrer des approches basées sur les droits de l'homme dans leurs stratégies ; Avancement du lien entre recherche et politiques dans l'intérêt d'améliorer les rapports stratégiques de réduction de la pauvreté.</p> <p>Publications: Recueil de 30 <i>Policy Briefs</i> du MOST sur « Expériences de renforcement des capacités socioéconomiques pour l'éradication de la pauvreté basées sur les droits de l'homme » publié dans l'outil de recherche pour les politiques de MOST ; 3 ouvrages sur les perspectives ouvertes aux politiques publiques contre la pauvreté abordée sous l'angle des droits de l'homme en cours de préparation ; 1 manuel de formation à l'approche basée sur les droits de l'homme appliquée à l'éradication de la pauvreté ; 1 document de politiques « Repenser les stratégies d'éradication de la pauvreté sous l'angle des droits de l'homme », compilation des recommandations du programme transversal de l'UNESCO (2002-2007) ; 1 ouvrage sur « Le statut de la pauvreté à l'ordre du jour des droits de l'homme de la perspective de l'Afrique de l'Ouest » prêt à être publié.</p>
--------------------------	---

Eradication de la pauvreté (réf. 34 C/5 03009, 03013, 03019)

Thème prioritaire du MOST pour l'Amérique Latine et Caraïbes

Stratégie d'établissement du lien entre recherche et politiques	Study of the impact of research on policy formulation brings all actors together; will include recommendations for enhanced usability in concerned countries	
Recherche	Dialogue autour des politiques	
Bureau de San José, Costa Rica : Considération de l'état de l'art par rapport à l'impact des recherches récentes sur la pauvreté sur la formulation des politiques publiques dans quatre pays d'Amérique Latine et Caraïbes : Argentine, Bolivie, Colombie et Mexique ;		Séminaires de restitution pour discuter du résultat des études finalisées prévues par le projet 35 C/5.
Bureau de Kingston, Jamaïque : recherche sollicitée et discutée examinant le coût économique, social et psychologique de la pauvreté (réf. PIED).	Kingston, Jamaïque : résultats de la recherche sur le coût économique, social et psychologique de la pauvreté au sens large.	
Résultats obtenus	Renforcement de la culture du lien afin de garantir que les interactions entre recherche et politiques publiques dans le domaine de la pauvreté informe effectivement la formulation des politiques publiques sociales.	

Migration (réf. 34 C/5, 03019 iii)

<p>Stratégie d'établissement du lien entre recherche et politiques</p>	<p>Etablir des réseaux <i>ad hoc</i> entre les participants pertinents (décideurs publics, experts, ONG) dans les secteurs d'activités concernés ; Coordonner le travail du réseau afin de garantir la cohérence et les résultats au regard des objectifs du programme ; Publier et diffuser les aboutissements majeurs de la recherche ; Elaboration de courtes synthèses de politiques et instaurer le dialogue autour de leurs recommandations.</p> <p>Choix de partenaires stratégiques : Universités américaines, d'Asie central ; approche du réseau sur plusieurs niveaux ; attention portée sur l'intégration d'organisations régionales et la promotion d'un réseau international.</p>
<p>Recherche</p> <p><u>Accords régionaux sur les migrations :</u> recherche comparative sur les différentes dispositions qui servent la libre circulation et à partir de là leurs effets réels/perçus négativement. En collaboration avec l'UNU-CRIS, une étude à l'échelle mondiale sur les comportements vis-à-vis de la libre-circulation, en partenariat avec les organismes régionaux sélectionnés la CEDEAO, la SADC, le MERCOSUR, la CARICOM, la CEI/Eurasie et l'ASEAN/ Pacifique.</p> <p><u>Migrations africaines :</u> Recherche sur la fuite des cerveaux en Afrique ; et sur le changement climatique et les migrations en Afrique.</p> <p><u>Droits des migrants :</u> Recherche sur les Conventions des Nations-Unies sur les droits des travailleurs immigrés.</p>	<p>Dialogue autour des politiques</p> <p>L'inscription à l'ordre du jour régional de la libre circulation doit être encouragée ; les dispositions relatives à la libre circulation à l'intérieur des régions doivent être étudiées et discutées par les parties concernées et par les décideurs publics. Ateliers pour présenter les aboutissements de la recherche et en débattre.</p> <p>Consultations régulières du personnel du gouvernement comptés au sein du réseau de recherche, conférences clés.</p>
<p>Résultats obtenus</p>	<p>Accords régionaux mieux connus et débattus par les acteurs appropriés dans le domaine des politiques migratoires.</p> <p>Publications: Manuel sur les termes clés de la gestion des migrations : « Peuples en mouvement », 2008 ; Rapport comparatif sur la libre circulation en Europe et en Afrique de l'Ouest, K. Touzenis, fin 2009 ; Traduction du livre « <i>Migration without Borders</i> » en Français, Espagnol, Russe, Chinois ;</p> <p>Projet avec l'ONG la CIMADE de renforcer les droits des migrants au Maroc, en Algérie, au Mali, au Sénégal, au Niger et en Mauritanie ; Création d'une Chaire UNESCO à l'Université de Dakar et de Saint Louis en coopération avec l'OIM.</p> <p>Numéro spécial de la revue française « Hommes et Migration » ; Ouvrage à paraître UNESCO / <i>Cambridge University Press</i> ; Préparation pour la journée internationale des migrants: Radio 1812 ; Numéros spéciaux du IJMS vol.9, Nr 2; vol. 10, Nr 1 ; et numéro spécial de l'IJMS sur les droits de l'homme pour les migrants, fin 2009.</p>

Droits des immigrés en Asie centrale
(réf. 34 C/5, 03019 iii)

Stratégie d'établissement du lien entre recherche et politiques	<p><u>Droits des immigrés en Asie centrale</u></p> <p>Le sujet répond à l'intérêt formulé par le gouvernement ; partenariats clés avec l'OSCE-BIDDH en vue d'assurer la diffusion auprès de nombreux gouvernements ; émergence de la culture démocratique du lien.</p> <p>UNESCO-UNIFEM-chercheurs locaux-administration de la ville-populations locales et société civile.</p>	
<p>Recherche</p> <p><u>Réseau de recherche sur les migrations en Asie centrale</u> (Almaty) Projet de recherche sur les discriminations à l'encontre des migrants internes et à l'encontre des travailleurs immigrés qui retournent dans leur pays d'origine.</p> <p>1. Première et unique étude sur les travailleurs immigrés en Asie central avec une attention particulière portée sur le Kazakhstan comme destination des travailleurs immigrés.</p> <p>2. « <i>Almaty: Safe City for All</i> », projet commun d'évaluation des risques.</p>	<p>Dialogue autour des politiques</p> <p>La recherche contient des Recommandations concrètes concernant les politiques migratoires Kazakhs, des accords bilatéraux et multilatéraux débattus au cours de diverses Conférences clés en 2008-09 ; rapport partagé avec le groupe de travail sur l'actuelle Loi RK de migration, mars-juin 2009.</p> <p>Destiné aux autorités municipales et aux associations de la société civile, aussi bien qu'aux immigrés eux même.</p>	
Résultats obtenus	<p>Diffusion auprès d'un large panel d'intervenants ; Amélioration des capacités et de l'utilisation du réseau ; Publication de <i>Policy Briefs</i> sur « Les migrations au Kirghizstan » ; « La liberté de circuler et les travailleurs immigrés dans la CEI » ; Amélioration de la perception des travailleurs immigrés de la part des décideurs ; Révision de la loi de migration au Kazakhstan ; qualité des futurs projets renforcée de par la disponibilité des résultats construits à partir de données réelles et de la méthodologie ; Amélioration de la perception des dangers auxquels sont confrontés les groupes vulnérables dans la ville ; Approfondissement de l'action collective et renforcement de l'engagement des mouvements de la société civile envers les migrants.</p>	

Questions urbaines (réf. 34 C/5 03009, 03019)

Stratégie d'établissement du lien entre recherche et politiques	<p>Développement des bonnes pratiques en matière d'intégration sociale dans les milieux urbains afin de promouvoir des politiques publiques de qualité et la mise en œuvre des mesures adaptées ; et afin d'assurer la paix sociale et la cohésion spatiale ;</p> <p>Création d'observatoires régionaux et de Chaires sur les politiques urbaines innovantes et sur les pratiques sociales ;</p> <p>Soutien apporté à la sensibilisation et au renforcement des capacités dans le domaine de l'intégration sociale et des politiques urbaines innovantes pour les décideurs publics au niveau local ;</p> <p>Appel de fonds pour permettre l'expansion des programmes.</p>
Recherche Support à la recherche orientée sur les politiques publiques migratoires et urbaines <p>Les acteurs de la recherche, en particulier les Chaires UNESCO (Montréal, Lyon, Venise, New York et Séoul) et les gouvernements locaux (les groupements de municipalités), la société civile, le secteur privé, les médias et les agences sœurs des Nations-Unies UN-HABITAT/UNDESA coopèrent étroitement dans les domaines de la recherche, notamment sur « les droits de la cité ».</p> <p>Indicateurs de performance :</p> <p>Deux Chaires UNESCO créées : à Séoul « Durabilité social dans les quartiers historiques » et à Venise « L'intégration sociale et spatiale des immigrés ».</p>	Dialogue autour des politiques <p>En coopération étroite avec UN-Habitat, des plateformes de dialogue internationales entre les dirigeants de municipalités, les experts migratoires et les immigrés eux-mêmes ont été créées afin de contribuer aux transferts de connaissances et afin d'améliorer le renforcement des capacités mis en œuvre par les décideurs publics au niveau local, avec l'aide des Chaires UNESCO, des groupements de municipalités, des gouvernements locaux et des associations.</p> <p>Contributions remarquables des bureaux hors siège de New Delhi, de Brasilia, et de Pékin tout comme de la Commission Nationale de Corée du sud et du Canada.</p>
Résultats obtenus	<p>Amélioration de l'approche basée sur les droits dans l'élaboration des politiques urbaines qui encouragent l'intégration sociale et physique, reconnaissent et respectent les droits de chacun, et plus particulièrement les droits des immigrés et des jeunes, à un environnement urbain approprié et à un renforcement de capacités progressif au sein de la gouvernance urbaine.</p> <p>La méthodologie/ Les mécanismes ont été diffusés au moment de la Conférence mondiale de Porto Alegre sur le développement des villes, en février 2008 et au cours du Forum Urbain Mondial à Nanjing en 2008, FUM IV.</p> <p>Publications :</p> <p>Document de politiques publiques du MOST « Les politiques urbaines et les droits de la Cité » A. Brown et A. Kristiansen ; publication de la Chaire UNESCO de Lyon « Politiques urbaines et citoyenneté », « Les politiques urbaines et les droits de la Cité », Presses universitaires de Lyon ;</p> <p>Publication et diffusion des bonnes pratiques à travers la boîte à outil UNESCO/ UN HABITAT « Des quartiers historiques pour tous » disponibles en anglais, chinois et français, déjà utilisées dans les groupements de municipalités (AIMF et CFLG) et dans les universités en Chine, en France, en Corée et en Inde.</p>

<u>Politiques urbaines inclusives en Asie du sud</u> (réf. 34 C/5 03009, 03019)	
Stratégie d'établissement du lien entre recherche et politiques	Politiques urbaines inclusives, Asie du sud (Bureau de New Delhi) Recours à la communauté scientifique nationale, locale, et internationale, associée aux décideurs publics et aux responsables municipaux, avec l'aide des Chaires UNESCO Habitat et urbanisme telles que la Chaire UNESCO pour la revitalisation sociale des quartiers historiques-Université Yonsei –Séoul, République de Corée et la Chaire UNESCO sur l'intégration sociale et spatiale des immigrés-politiques et pratiques urbaines- IUAV, Université de Venise, Italie.
Recherche	Dialogue autour des politiques
<p>Compilation des données secondaire de la recherche afin de développer UNESCO-UN HABITAT « Des quartiers historiques pour tous : une approche sociale et humaine pour une revitalisation durable - Guide aux acteurs urbains en Inde » ;</p> <p>Identification des lacunes dans la recherche en politiques publiques et dans l'activité de sensibilisation à la promotion de nouvelles recherches sur les politiques urbaines et sur les pratiques existantes dans les zones urbaines historiques en Inde (pauvreté urbaine, migration, profils socio-économiques, droits de la Cité, etc.).</p> <p>Premier Symposium-atelier international organisé par l'UNESCO Chaire UNESCO pour la revitalisation sociale des quartiers historiques, Séoul, République de Corée (février 2009).</p>	<p>Contribution au 4e Forum Urbain Mondial, à plusieurs événements ainsi qu'à des tables-rondes portant sur la question de l'adaptation régionale et/ou nationale des quartiers historiques pour tous. Le cas de l'Inde et entretiens sur le premier projet de Guide pour les acteurs urbains (Nanjing, Chine, novembre 2008).</p> <p>Identification des partenaires clés tels que l'Institut des Sciences sociales et/ou de paires de révision issus d'organes non-gouvernementaux ou gouvernementaux (Conseil indien de la Recherche en sciences sociales, Ministère du développement urbain, Ministère de l'emploi et de l'atténuation de la pauvreté, Institut de l'urbanisme, Centre des Sciences Humaines, Fond national indien pour l'art l'héritage culturel indien, Département Urbanisme de l'école d'urbanisme et d'architecture, JNU etc.).</p> <p>Participation de l'UNESCO au sommet de l'Habitat 2009, qui se tiendra à Delhi du 24 au 25 septembre 2009.</p>
Résultats obtenus	<p>Renforcement des capacités nationales à destination des responsables municipaux dans le domaine de la revitalisation des quartiers historiques ;</p> <p>Développement et diffusion des bonnes pratiques en matière d'intégration sociale dans les milieux urbains :</p> <p>Développement d'une version contextualisée du Manuel pour les responsables municipaux, UNESCO- UN HABITAT ; « Des quartiers historiques pour tous », approche sociale et humaine pour une revitalisation durable, et brochure pour les autorités locales qui prennent en compte les caractéristiques particulières de la dynamique et du changement rapide du scénario urbain en Inde, commencé en avril 2008 et achevé en août 2009.</p> <p>Préparation d'un « Guide pour les acteurs urbains en Inde » qui doit être lancé à l'Expo Mondiale de Shanghai en octobre 2010 et lors du 5^e Forum Urbain Mondial (5FUM, Rio, Brésil, 2010).</p>

Intégration régionale (réf. 34 C/5 03013, 03019)

L'Etat nation et les défis de l'intégration régionale en Afrique de l'ouest

« Attention portée sur l'Afrique et sur le thème prioritaire de MOST en Afrique »

<p>Stratégie d'établissement du lien entre recherche et politiques</p>	<p>Fournir une plateforme de développement de l'éveil des consciences portant sur la valeur ajoutée que les sciences sociales peuvent apporter au processus d'intégration régionale et à l'épanouissement du dialogue, réflexion et échanges d'idées entre les chercheurs et les décideurs publics, afin de poursuivre les nouvelles dynamiques du processus d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest.</p> <p>Trois leçons importantes peuvent être tirées à ce stade de la mise en œuvre du projet :</p> <p>Les séminaires nationaux ont mis en évidence des dynamiques qui ne sont pas générées par la politique mais qui émanent des populations elles-mêmes. L'approche adoptée étant socioculturelle, elle se démarque de la perspective institutionnelle et de la « diplomatie des Sommets » (deux approches qui vont du haut vers le bas).</p> <p>Le projet ancré dans la réalité historique et géographique, permet de prendre en considération les spécificités nationales, qui diffèrent d'un pays à l'autre, et de soulever des questions quant au type d'intégration régionale qui devrait être défini.</p> <p>L'initiative de MOST démonte un véritable intérêt manifesté par une diversité d'acteurs pour la recherche et le débat sur l'intégration régionale. La création d'une espace national où cet échange pourrait se tenir suscite de nombreuses demandes.</p> <p>La création de l'Institut de l'Afrique de l'Ouest (IAO) tendra à consolider les nombreuses équipes de chercheurs multidisciplinaires et les réseaux existants ayant trait à l'intégration régionale en Afrique de l'ouest et tendra à renforcer le dialogue entre les chercheurs et les décideurs publics.</p> <p>L'institut lancera des programmes de recherche pertinents sur le compte de sa mise en place opérationnelle début 2010.</p>
<p>Recherche</p> <p>La recherche en politiques publiques intitulée, <i>L'Etat-nation et les défis de l'intégration régionale en Afrique de l'ouest</i>, lancée dans les 15 pays de la sous-région de la CEDEAO.</p> <p>Plusieurs sujets ont été abordés au cours des 15 séminaires de recherche nationaux organisés : l'agriculture (Bénin, Mali, Niger etc.) ; la monnaie ; les migrations ; le commerce et les relations transfrontalières ; les problèmes sociaux et culturels ; l'influence de certains pays, la fonction de l'intégration régionale ; l'éducation, les langues ; les femmes ; la citoyenneté. Très peu de pays abordent la</p>	<p>Dialogue autour des politiques</p> <p>« L'intégration régionale en Afrique de l'ouest », série de 15 séminaires dont la conclusion s'est tenue du 26 au 28 février 2008 à Lagos au Nigéria.</p> <p>Ce programme devrait permettre aux gouvernements et aux organisations de dialoguer sur les réussites générées et sur les critiques formulées par les chercheurs, et aussi promouvoir une forte coopération avec les décideurs publics.</p>

<p>problématique de l'influence des religions et la plupart des pays abordent la question de la sécurité.</p> <p>Parmi les autres défis, le projet MOST représente une véritable opportunité de se concentrer plus en avant sur les formes que peuvent prendre la structuration de l'espace en Afrique de l'ouest. Certains espaces urbains dans la région semblent « effacer » les frontières (par exemple entre la Côte d'Ivoire et le Cameroun). Ces changements sont plus perçus par la population que par les gouvernements.</p> <p>L'Institut de l'Afrique de l'Ouest doit entreprendre des recherches internationales sur l'intégration régionale en Afrique de l'ouest et devra jouer le rôle d'observatoire de la mise en œuvre des politiques publiques dans les différents Etats et dans la CEDEAO dans son ensemble.</p>	<p>Les chefs d'Etat de la CEDEAO, lors du sommet de janvier 2008 ont adopté le principe de la création d'un Institut de l'Afrique de l'Ouest dont le siège sera à Praia (Cap-Vert).</p> <p>En charge de conduire les recherches sur l'intégration régionale en Afrique de l'ouest, le but de cet institut sera d'accroître les connaissances sur le sujet et de formuler des opinions politiques en faveur du développement, de la paix et des droits de l'homme dans la région.</p> <p>La CEDEAO, l'UEMOA, l'ECOBANK, la République du Cap-Vert et l'UNESCO sont les partenaires fondateurs de cette initiative.</p>
<p>Résultats obtenus</p>	<p>15 publications qui mettent en lumière des études de cas dans tous les Etats participants, et 2 publications de synthèse (en partenariat avec UNU-CRIS) sont attendues d'ici la fin 2009.</p> <p>Pour le moment, des publications relatives à 10 des 15 pays participants ont été publiées avec Karthala. Cinq publications supplémentaires spécifiques à un pays en plus des deux publications de synthèse mentionnées ci-dessus sont attendues.</p> <p>Deux ouvrages de synthèse : Le volume 1 correspondra à une synthèse empirique et politique, donnant un aperçu général des principales leçons tirées des 15 séminaires (préparée par le Professeur Boubacar Barry et par le Professeur John Igué). Le Volume 2, conçu par l'UNU-CRIS, sera plus théorique et fait le point sur les théories qui s'affrontent en matière d'intégration régionale. Ces deux synthèses sont censées susciter le débat auprès des électeurs de l'Afrique de l'ouest.</p> <p>Construit sur l'apport des séminaires nationaux et des 2 synthèses, un Forum régional majeur sur l'intégration régionale se tiendra autour du mois de juin 2010, engageant dans un dialogue constructif les décideurs publics, les chercheurs ainsi que le secteur privé, la société civile, les ONG, etc. Ce rassemblement important permettra d'approfondir les discussions sur le sujet.</p> <p>Proposition de doter l'Institut de l'Afrique de l'Ouest d'un statut de Catégorie 2 - sous les auspices de l'UNESCO- a été unanimement approuvée par le Conseil exécutif lors de sa 181^e session (avril 2009) et doit être soumise, pour approbation finale, lors de la Conférence générale d'octobre 2009. La décision de la Conférence générale permettra au Directeur-général de signer officiellement l'accord entre l'UNESCO et le Cap-Vert.</p>

<u>Intégration régionale : Forum sur les perspectives de la Grande corne</u> <u>(réf. 34 C/5 03013, 03019)</u> « Attention portée sur l'Afrique et sur le thème prioritaire de MOST en Afrique »	
Stratégie d'établissement du lien entre recherche et politiques	Mise en lumière de l'importance de l'intégration régionale dans la grande Corne en tant que facteur de paix, à travers les sciences humaines et la recherche orientée sur les politiques publiques. Renforcement des capacités pour les chercheurs et les décideurs publics.
Recherche Forum sur les perspectives de la grande Corne : mai 2008 : atelier sur l'intégration régionale à Djibouti réunissant 21 chercheurs de la grande Corne de l'Afrique : étude documentaire et revue de la littérature existante ; mai 2009 : atelier sur l'identité, la citoyenneté et l'intégration dans la région de la grande Corne.	Dialogue autour des politiques 3 Réunions du Comité exécutif en 2008-09 avec l'idée de se saisir des futurs défis de la région et de formuler des réponses adaptées en termes de politiques publiques pertinentes.
Résultats obtenus	Assemblée générale de la grande Corne prévue à la fin 2009 avec l'idée d'établir un lien permanent afin de se saisir des futurs défis de la région et de formuler des réponses adaptées en termes de politiques publiques pertinentes.

Jeunesse et violence juvénile (réf. 34 C/5 03009, 03019)

Stratégie de développement pour la jeunesse

Stratégie d'établissement du lien entre recherche et politiques	Stratégie de développement pour la jeunesse Collecte de données et recherche sur les problèmes/défis majeurs ; <i>Policy Briefs</i> traités pendant les conférences et forums en ligne ; Ateliers de dialogue sur la politique ; Coopération avec les Etats membres pour la mise en œuvre des résultats.	
Recherche	Basée sur les OMD et le Programme mondial d'action pour la jeunesse ; Chaire UNESCO « Enfants, jeunes, et engagement civique » de l'Université de Galway (Irlande) et liens entre les réseaux nationaux et internationaux ; Chaire UNESCO pour l'Education, le pluralisme, les droits de l'homme et la démocratie, Université d'Ulster ; Université américaine de Beyrouth et Université de Chicago.	Dialogue autour des politiques
Résultats obtenus	Consolidation, évaluation et diffusion des connaissances et des informations sur les problèmes liés à la jeunesse, pour permettre le développement de la politique et du programme ; Données et états de l'art de haut niveau rendus disponibles ; Etablissement de mécanismes permettant le dialogue sur la politique ; Des Etats membres assistés dans la révision, l'évaluation et le développement de politiques sur la jeunesse.	

6e Forum UNESCO des jeunes

Stratégie d'établissement du lien entre recherche et politiques	6^e Forum UNESCO des jeunes Elaboration des documents politiques sur « Investir en dehors de la Crise » ; et Participation au Forum UNESCO des jeunes ; Organisation des dialogues préparatoires en ligne sur ces thèmes ; Débat et synthèse des recommandations politiques issues du 6e Forum UNESCO des jeunes (Paris, du 1 au 3 octobre 2009), présentées lors de la CG de l'UNESCO ; Organisation du suivi au niveau régional.	
Recherche	Recherche sur des thèmes choisis du Forum « Investir en dehors de la crise » et « Participation de la jeunesse », avec la Chaire UNESCO Enfants, Jeunes, et engagement civique de l'Université de Galway, Irlande et liens entre les réseaux nationaux et internationaux.	Dialogue autour des politiques
		6^e Forum UNESCO des jeunes , précédant la 35e Conférence générale de l'UNESCO au cours de laquelle les résultats du Forum sur la Jeunesse sont présentés ; ainsi que les ateliers de dialogue qui seront organisés dans les régions après la 35 C/5.

Résultats obtenus	Recommandations politiques essentielles pour répondre aux défis liés aux deux thèmes « Investir en dehors de la crise » et « La participation de la jeunesse ». Portée générale assurée grâce au pouvoir organisé.
--------------------------	---

Meilleures pratiques dans les politiques de jeunesse et programmes pour la jeunesse en Amérique latine et Caraïbes

Stratégie d'établissement du lien entre recherche et politiques	Appel régional adressé aux décideurs politiques et aux ONG afin de leur soumettre leurs pratiques ; Sélection (3 étapes) : Organisation de la « Réunion régionale sur l'amélioration des politiques et des programmes régionaux pour la jeunesse en Amérique latine et Caraïbes », qui aura lieu à Mexico ; Production de <i>Policy Briefs</i> ; Coopération avec les Etats membres pour la mise en œuvre des recommandations.
--	--

Recherche Première sélection de procédures soumises avant d'être suivies par la Fondation SES (ONG) ; sélection qualitative à travers la création d'un comité d'évaluation (huit groupes d'experts pour les huit thèmes du projet).	Dialogue autour des politiques Dernière sélection des meilleures procédures, basée sur des critères non qualitatifs en mettant l'accent sur les problèmes en organisant un Comité de « Réunion régionale sur l'amélioration des procédures liées aux politiques et aux programmes pour la jeunesse en Amérique latine et Caraïbes », (Mexico, 31 août – 2 septembre 2009) Les participants sont des décideurs politiques, experts, représentants des organisations pour la jeunesse et de la société civile.
---	---

Résultats obtenus	Identification et diffusion des meilleures pratiques et d'expériences ayant eu du succès ; Développement de structures et mécanismes permettant l'identification et établissement de l'échange de meilleures procédures ; Renforcement et harmonisation de la coopération au niveau régional concernant les activités pour la jeunesse, notamment l'accomplissement critique de masse.
--------------------------	--

Réunion régionale UNESCO

Stratégie d'établissement du lien entre recherche et politiques	Réunion régionale UNESCO – Réseaux et politiques pour la jeunesse à Punta Cana, République dominicaine (15-19 octobre 2008)
--	---

Recherche	Dialogue autour des politiques Organisé pendant la « Conférence internationale des Amériques », réunion qui a conduit à une Déclaration sur les politiques publiques sur la jeunesse et qui a proposé le lancement d'un nouveau réseau.
------------------	---

Résultats obtenus	Adoption d'une « Déclaration sur les politiques publiques sur la jeunesse » ; Proposition d'établissement du réseau « <i>Americas Youth Network</i> ».
--------------------------	---

Développement de la jeunesse et prévention de la violence juvénile

Stratégie d'établissement du lien entre recherche et politiques	<p>Développement de la jeunesse et prévention de la violence juvénile Soutenir la coordination et la mise en œuvre de la stratégie et du projet spécifique pour l'action contre la violence juvénile en Amérique centrale à savoir les « Maras ».</p> <p>Les participants sont des ministres de l'Education et de la jeunesse et des hauts décideurs politiques du Salvador, Guatemala, Nicaragua, République dominicaine et Costa Rica ; des représentants des institutions régionales ; des agences de l'ONU et des fonds du système des Nations Unies ; des agences de coopération bilatérale, de la Banque Inter-Amériques de Développement (IADB) et de la Croix rouge espagnole.</p>
Recherche Elaboration d'études sur le statut de la jeunesse/jeunesse, l'économie/jeunesse et la politique/jeunesse et l'engagement civil ; Publication de 5 études.	Dialogue autour des politiques 2e Forum des ministres et hauts fonctionnaires responsables de la jeunesse en Amérique centrale organisé à San José, Costa Rica, du 21-22 août 2009 sur le thème : « Vers l'institutionnalisation des programmes publics de prévention »
Résultats obtenus	<p>Faciliter avec succès l'échange d'expériences et de meilleures pratiques entre les décideurs politiques d'Amérique centrale dans le domaine de la prévention de la violence juvénile ;</p> <p>Création et renforcement des liens entre les institutions de recherche et les réseaux, et les organes décideurs au niveau national et régional dans les pays d'Amérique centrale ;</p> <p>Amélioration de la coopération et harmonisation des mesures politiques au niveau régional ;</p> <p>Production de 30 <i>Policy Briefs</i> en langue espagnole qui seront intégrés à une collection thématique dans l'outil de recherche en ligne du MOST.</p>

Equité et égalité de genre (réf. 34 C/5: 03014)

Attention portée sur : Egalité de genre et renforcement de capacités des femmes

Stratégie d'établissement du lien entre recherche et politiques	<p>L'Etudes globales sur les femmes et le réseau de recherche sur les genres a été officiellement lancé en 2007 par l'UNESCO et sous la coordination du "Miriam College" (Philippines) et est constitué d'universitaires et de départements d'études sur les femmes d'universités d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des caraïbes, d'Amériques du Nord et d'Europe. Ainsi que des réunions annuelles incluant d'autres parties prenantes.</p>
Recherche Autonomisation socio-économique et les études de genre. Les activités de recherche portent sur la construction du genre à travers les cultures en Asie, les femmes, leurs droits socio-économiques, la prise de décision des syndicats et les questions contemporaines concernant les droits socio-économiques des femmes. Projet de recherche sur le thème « Le genre et la crise financière ». Il s'agit d'une recherche en politique internationale gérée par le Secteur SHS et la Chaire UNESCO sur le genre de l'Université de Lancaster, Grande Bretagne.	Dialogue autour des politiques La deuxième conférence du Réseau mondial a eu lieu à Bangkok, en Février 2009 et a réuni des membres du réseau de toutes les régions du monde. 40 documents de recherche ont été présentés à cette occasion et sont disponibles en ligne. Deux dialogues autour des politiques rassemblant les chercheurs et les décideurs concernés devraient se tenir d'ici la fin de 2011 afin de partager les résultats des recherches et des recommandations pertinentes issues du projet de recherche sur le thème « Genre et la crise financière ».
Résultats obtenus	Le réseau de recherche sur le genre est appuyé sans réserve aux niveaux international et régional ; 11 documents de recherche orientée vers les politiques publiés sur le thème des genres dans les différentes cultures ; l'impact de la mondialisation et des questions contemporaines sur le droit des femmes et l'égalité entre les sexes ; Développement de « <i>Foundation curricula for gender studies</i> » ; 5 documents de recherche orientée vers les politiques, axés sur la crise financière et le genre, produits et discutés avec les décideurs politiques.

Equité et égalité du genre (réf. 34 C/5: 03014)

Programme “ Violences faites aux femmes ”

Stratégie d'établissement du lien entre recherche et politiques	<p><u>Programme “ Violences faites aux femmes ”</u> :</p> <p>Ce programme vise essentiellement à développer des recommandations politiques sur les droits des femmes de façon à promouvoir la pleine participation des femmes et leurs contributions pour la paix et la sécurité dans les pays en situation de post-conflit en Afrique.</p>	
Recherche	<p>Recherche</p> <p>Recherche politique et analyse comparative des politiques aux niveaux régional et national afin de faire une analyse des institutions socioculturelles, des lois, des normes et des pratiques qui entravent l'égalité des sexes et contribuent à perpétuer les différentes formes de violence faites aux femmes, et de formuler les recommandations politiques appropriées.</p>	<p>Dialogue autour des politiques</p> <p>Organisation de dialogues de restitution réunissant des décideurs et des chercheurs, avec l'objectif de partager les résultats de la recherche, les meilleures pratiques et les recommandations politiques résultant de la recherche : dialogue autour des politiques sur les stratégies pour combattre la violence faites à l'encontre des femmes dans la région des Grands Lacs tenue à Mombasa, au Kenya, les 2 et 5 juin 2009 (chercheurs, ministres des affaires féminines de la région des Grands Lacs et décideurs politiques concernés).</p>
Résultats obtenus	<p>Diffusion des résultats de recherche entre les parties prenantes et acteurs de la société civile, en utilisant l'outil de gestion des connaissances politiques du programme MOST :</p> <p>13 documents de recherche orientée vers les politiques pour une publication électronique et sur papier ; Dans le cadre du lien entre recherche et politiques, 25 <i>Policy Briefs</i> sur « l'analyse et les propositions de mesures fondées sur les droits de l'homme pour combattre la violence contre les femmes » ont été produits et seront inclus dans l'outil en ligne de gestion des connaissances, MOST.</p>	

Centre de recherche et de documentation pour femmes, la problématique du genre et la construction de la paix dans la région des Grands lacs

Stratégie d'établissement du lien entre recherche et politiques	<p>Etablissement d'un centre de recherche et de documentation pour femmes, la problématique du genre et la construction de la paix dans la région des Grands lacs.</p> <p>Développer de la recherche orientée vers les politiques sur les femmes et la problématique du genre, et fournir un mécanisme régional afin de lier la recherche et la formulation de politiques de manière à assurer la pleine participation des femmes et leur contribution à la transformation et le développement durable dans le contexte de la reconstruction post-conflit.</p>	
Recherche	<p>La recherche alimentera la formulation des politiques. Le centre sera appelé à : Servir d'observatoire et de centre de renseignement relatif aux</p>	<p>Dialogue autour des politiques</p> <p>Un plan d'action, y compris la contribution et les activités à être mises en œuvre par les principaux partenaires dans le projet (Ministères, FNUAP, CEA, BAD), a été adopté à l'occasion d'une réunion des ministres des</p>

<p>problèmes des femmes dans la région des Grands Lacs ; Contribuer au renforcement des capacités humaines et institutionnelles nécessaires afin de s'engager dans la recherche axée sur les politiques autour de la participation des femmes, les droits et l'égalité tant dans la région qu'au niveau national. L'accent sera également mis à l'établissement ou au soutien des études sur les femmes et les programmes de recherche sur les genres dans les universités des Grands Lacs.</p>	<p>affaires féminines de la région des Grands Lacs, tenue à Kinshasa (Juillet 2008). Deuxième forum des ministres des affaires féminines de la région des Grands Lacs qui s'est tenue à Mombasa, Kenya (Juin 2009). Il inclut la contribution et les activités à mettre en œuvre par les ministres et les partenaires concernés dans le projet (CEA, UNIFEM, la BAD, et le Secrétariat de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs).</p>
<p>Résultats obtenus</p>	<p><i>Concept paper</i>, étude de faisabilité et une proposition de projet pour la création du Centre de recherche disponible en deux langues Français – Anglais. Rapports de 5 consultations nationales organisées au Burundi, RDC, Kenya, Rwanda, Tanzanie et Zambie sont disponibles. Ils consistent en l'identification des priorités nationales, d'institutions nationales qui pourraient accueillir un organisme national du Centre de recherche, et le type de collaboration prévue avec le Centre Régional. Un projet de Mémoire d'entente et d'Accord cadre pour la création du Centre, et un projet de statut disponible. Ces documents seront examinés et finalisés lors d'une réunion juridique et technique régionale qui se tiendra en Tanzanie, en Novembre 2009. Le Gouvernement tanzanien sera également l'hôte du prochain Forum des ministres des affaires féminines de la région des Grands Lacs en 2010. L'équipe de travail sera constituée du Ministère du développement communautaire, de la parité et des enfants de Tanzanie, de l'UNIFEM, du FNUAP, du Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale et l'UNESCO.</p>
<p><u>Recherche sur les femmes palestiniennes et le Centre de documentation</u></p>	
<p>Stratégie d'établissement du lien entre recherche et politiques</p>	<p>Production de documents de recherche axés sur les politiques, y compris des <i>Policy Briefs</i> destinés au Ministère des affaires féminines ; Diffusion des résultats des recherches et organisation de séminaires avec les ONG féministes et les acteurs de la société civile ; Fournitures d'installations de TIC et des ressources en ligne.</p>
<p>Recherche</p> <p>Les domaines de recherche incluent : la législation et les droits des femmes, la participation politique des femmes, la pauvreté et les conditions socio-économiques et la violence contre les femmes.</p> <p>Publications :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Étude pilote destinée à valider une méthode qualitative / quantitative pour l'analyse du genre du système palestinien de l'Education de base, par le Dr Jacqueline Sfeir. 2. Femmes et pauvreté dans les Territoires occupés palestiniens: « <i>A Critical Literature Review</i> », par le Dr Nahla Abdo. 3. Deux publications sur les différents rôles des femmes palestiniennes en 1930-1950 lancé à Ramallah, Amman, Damas, Beyrouth, Le Caire. 	<p>Dialogue autour des politiques</p> <p>Le Centre fonctionne comme un observatoire sur le statut et la condition des femmes palestiniennes. Il commande, recueille, analyse et diffuse des recherches sur l'égalité entre les sexes et les droits fondamentaux des femmes, produit des <i>Policy Briefs</i> et autres informations pour les décideurs politiques afin de promouvoir l'égalité entre les sexes et les droits fondamentaux des femmes.</p> <p>En outre, le Centre a développé des bases de données en ligne, et produit des publications, organise des stages de formation et d'information pour les décideurs, les ONG, les étudiants et les chercheurs.</p>

Résultats obtenus	<p>Meilleure consolidation de la recherche sur les femmes palestiniennes ; Renforcement et harmonisation des données sur les femmes palestiniennes ; Publication de l'étude sur les indicateurs d'autonomisation des femmes ; Centres de ressources pour les chercheurs, les étudiants, les ONG ; 15 Chercheurs d'établissements nationaux sont formés à la recherche politique-action ; Les « <i>Sound research-based policy recommendations</i> » sont utilisés pour promouvoir les écrits des femmes ; Développement d'un discours féministe au sein du leadership politique des femmes ; Promotion des droits des femmes ; Une amélioration de la communication et la coordination entre divers organismes ; Plus de visibilité pour les organisations féminines ; Organisation de réunions conjointes, événements communs, échange d'informations et d'événements ; Présentations des « brainstorming » sur toutes les questions pertinentes ; Renforcement des capacités institutionnelles et humaines pour promouvoir les droits fondamentaux des femmes et l'égalité entre les sexes ; Support de MoWa et d'autres organisations.</p>
--------------------------	--

Le centre d'étude sur les femmes et le genre de l'Université de Kabul

Stratégie d'établissement du lien entre recherche et politiques	Développement des capacités du centre d'étude sur les femmes et le genre de l'Université de Kabul (GSI).	
Recherche Recherche sur la violence contre les femmes et le réseau d'étude de genre qui doit être élargi. Mise en œuvre reportée à 2009 en raison de la démission du directeur du GSI.	Dialogue autour des politiques	Le GSI souscrit aux principes généraux requis par les organismes des Nations unies. Recherche orientée sur les politiques.
Résultats obtenus	Amélioration des capacités de recherche et des liens entre recherche et politiques, afin de renforcer la formulation et l'application des politiques.	

<u>Le réseau d'études de genre en Asie-Pacifique</u>	
Stratégie d'établissement du lien entre recherche et politiques	Le réseau d'étude sur les femmes d'Asie- Pacifique réactivé à travers la rencontre avec les présidents des Universités des femmes en Asie-Pacifique.
Recherche Documents de recherche sur: <ul style="list-style-type: none"> - l'impact de la mondialisation - les droits des femmes - l'égalité de genre 	Dialogue autour des politiques Réunion organisée entre chercheurs et décideurs lors de la Conférence de l'UNESCO sur les études de genre et la recherche sur les femmes, 9-13 février 2009, Bangkok.
Résultats obtenus	Renforcement des capacités institutionnelles et individuelles pour la meilleure compréhension de l'impact des défis contemporains en matière de droits des femmes dans la recherche sur les genres.

Le rôle de l'Etat dans le développement social (réf. 34 C/5 03019)

Thème prioritaire du MOST dans les pays arabes

<p>Stratégie d'établissement du lien entre recherche et politiques</p>	<p>Basée sur une recherche commissionnée et sur des consultations régionales, nous avons 2 axes majeurs :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Évaluation et renforcement de la recherche en sciences sociales et de l'enseignement en vue de promouvoir la politique de recherche d'avant-garde dans le développement social dans la région arabe. 2. Débat autour des politiques sur le développement social dans la région arabe, basé sur le dialogue. <p>Ces deux axes sont développés en partenariat avec des experts nationaux, régionaux et internationaux, avec les centres de recherche, les universités et les organisations non gouvernementales. Concevoir et mettre en œuvre l'activité par une approche participative permet non seulement d'évaluer précisément les besoins et aspirations du terrain dans chaque contexte national, mais fournit aussi le cadre idéal pour l'autonomisation de ces partenaires.</p> <p>L'activité engage l'expertise intersectorielle de l'UNESCO, plus précisément le secteur de l'éducation, et sollicite une expertise complémentaire de la part des agences sœurs des Nations unies.</p>
<p>Recherche</p> <p>Le Comité de lecture international constitué conjointement avec l'UNESCO et l'Institut Français pour le Proche-Orient (IFPO) a identifié des sujets et des études sectorielles qui devront être explorés :</p> <p>Six documents et trois cadres de recherche régionaux ont été développés par les experts régionaux et qui ont porté sur les sous-thèmes suivants :</p> <p>- Citoyenneté sociale et établissement des réseaux des populations vulnérables: "Justice sociale dans les camps de réfugiés au Liban, en Jordanie et en Egypte"</p> <p>" Migration force et implantation des réfugiés irakiens dans les pays voisins" " Le rôle des ONG dans la promotion des droits de l'homme des personnes atteintes du SIDA au Soudan »</p> <p>- Les liens sociaux, les prestations de services et l'urbanisation « Les soins aux personnes âgées en Tunisie » « La sécurité sociale et l'employabilité des femmes au Liban et dans la région arabe » « Les services de distribution d'électricité dans la sous-région du</p>	<p>Dialogue autour des politiques</p> <p>Mise en œuvre et soutien aux réunions régionales et aux conférences pour discuter en profondeur des défis et des possibilités pour le développement social dans les contextes nationaux et régionaux en réunissant des intervenants issus de divers horizons (communautés de recherche, ministères, municipalités)</p> <p>1) Le 2e forum régional des ministres du Développement social (Novembre 2008, Amman) a exploré les défis et les perspectives de « la responsabilité sociale des entreprises » dans la région arabe.</p> <p>2) La réunion d'experts régionaux organisée par l'UNESCO sur « Le rôle de l'État dans le développement social dans le cadre de la région arabe » passera en revue les approches de recherche novatrices, pratiques en politiques publiques ainsi que les enseignements tirés de 10 -12 études de cas sectorielles sur le Liban, la Jordanie, l'Egypte, le Soudan, la Tunisie, l'Algérie et la région du Golfe. 35 intervenants régionaux (communautés de recherche, ministères, agences des Nations Unies, médias, ONG et secteur privé) seront présents et la réunion établira un partenariat avec IFPO, l'AUB et l'Association arabe de sociologie (Beyrouth, Octobre 2009)"</p> <p>"3) Organisé par le « Centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales » (CEDEJ) du Caire (Mai 2009) et soutenu par le MOST, 30 experts régionaux d'Egypte, du Maroc et de Tunisie ont</p>

<p>Machrek » « La planification urbaine en Algérie» - Responsabilité sociale des universités et du secteur privé « La responsabilité sociale des entreprises en Arabie saoudite » L'intégration sociale et l'emploi « L'école et l'insertion professionnelle et l'employabilité des jeunes femmes dans la région arabe » « Le chômage en Tunisie » "Unemployment in Tunisia"</p> <p>30 documents de politiques ont été discutés par des scientifiques en sciences sociales nationaux, régionaux et internationaux pour analyser « la contribution de la recherche anthropologique au développement et à l'établissement de la paix au Soudan » pendant les 5 dernières décennies.</p> <p>Organisée par l'Université de Khartoum (octobre 2008) et soutenue par le programme MOST, la Conférence a identifié les défis et opportunités pour améliorer les systèmes nationaux de recherche en sciences sociales, notamment la recherche axée sur les politiques.</p>	<p>participé à la Table ronde régionale sur le thème de « La gestion des déchets urbains », afin de réfléchir au rôle des différents intervenants (chercheurs, ministères, municipalités, secteur privé et société civile) et de proposer des actions aux les décideurs publics.</p> <p>4) La conférence internationale sur « Les féminismes arabes d'un point de vue critique » (Association libanaise pour les femmes chercheurs et les partenaires régionaux, Beyrouth, Octobre 2009) évaluera les féminismes arabes sous l'angle des rapides transformations / et de la mondialisation dans la région. MOST soutiendra la participation de 6 chercheurs venant de pays arabes touchés par des contextes de conflits, à savoir l'Iraq, la Palestine, le Soudan et le Yémen, qui auront l'occasion d'échanger avec des experts d'autres États arabes (Égypte, Tunisie, Liban, Émirats arabes unis, l'Algérie, Qatar, Arabie saoudite et Koweït) et de développer leur réseau international avec des chercheurs internationaux (USA, Japon, Inde, Pakistan, Turquie).</p>
<p>Résultats obtenus</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Prise de conscience accrue parmi les décideurs publics dans la région Arabe de l'interrelation des problématiques du développement social avec : <ol style="list-style-type: none"> a) la citoyenneté et la mise en réseau des populations vulnérables b) Les liens sociaux, les prestations de services et l'urbanisation c) La responsabilité sociale des universités et du secteur privé, et, d) L'intégration sociale et l'emploi. 2. Prise de conscience accrue parmi les décideurs publics de la région sur la nécessité croissante de créer davantage d'environnements favorables pour la recherche en sciences sociales au moyen de subventions de la recherche, de la mise en place de réseaux et de formations. 3. Prise de conscience accrue des chercheurs en sciences sociales de la région arabe par rapport à l'interrelation entre les problématiques du développement social et les approches de la recherche pour l'élaboration de politiques publiques sur le développement social.

Développement social durable dans les PEID du Pacifique (réf. 34 C/5 03019)

Priorité du MOST axée sur la jeunesse, le genre et l'antidoping

Stratégie d'établissement du lien entre recherche et politiques	<ul style="list-style-type: none"> - Développement des politiques interactives, consultatives et multipartites (gouvernement, communauté, experts faisant un travail commun). - Développement d'ateliers ensemble avec des représentants des jeunes, des ONG et des gouvernements. - Traitement des questions portant sur l'éducation et le développement social dans les écoles.
Recherche Enquêtes et interviews Think tanks et groupes de travail Quelques questions liées à la recherche incluent: <ul style="list-style-type: none"> • Méthodologie – besoin de temps et flexibilité • Qualité et disponibilité des données • Participation – les capacités doivent être développées dans les communautés et au sein des gouvernements Mise en péril de la durabilité du fait des changements des membres du personnel et des questions politiques internes.	Dialogue autour des politiques Les questions liées au développement incluent: Une action appropriée pour remédier à la faible capacité du personnel des gouvernements à développer, implémenter et faire un suivi des politiques. Des mesures ciblées pour faire face aux idées reçues sur la jeunesse.
Résultats obtenus	<ul style="list-style-type: none"> - 2 politiques nationales de jeunesse complétées (prévues pour 2009 mais des limitations budgétaires les repoussent à 2010). - Davantage d'attention portée sur la jeunesse vulnérable lors de l'élaboration des politiques nationales de jeunesse (un <i>think tank</i> sur la jeunesse vulnérable prévu lors du Festival de jeunesse du Pacifique en juillet 2009. Révision en cours des politiques de jeunesse faisant particulièrement attention à la question du genre. Projet de recherche sur les jeunes sportifs, en cours. - 2 études de cas portant sur les politiques de développement en abordant la question de l'inéquité des genres. L'étude de cas de Kiribati en élaboration en collaboration avec le gouvernement de Kiribati, le Conseil national des femmes de Kiribati et UNIFEM. La formation à Vanuatu a été complétée ensemble avec le Comité national des femmes et un projet et en cours de négociation avec le gouvernement de Vanuatu et UNIFEM). - 2 unités d'éducation sur les questions de développement social dans le Pacifique - genre et jeunesse (à être développées en 2009 une fois le <i>mapping</i> sur l'Education pour le développement durable complété) - Amélioration des capacités des ONG à participer dans les processus de développement (ateliers de formation : travaux finaux à Vanuatu et avec le Conseil des femmes de Kiribati; exercice de planification stratégique avec le Groupe de soutien aux victimes de Samoa terminé). - 2 ratifications de la Convention internationale contre le dopage dans le sport (la ratification Palau complétée, la Papouasie-Nouvelle Guinée et Tonga ont encore besoin de soumettre les instruments, le travail avec Vanuatu en vue de la ratification en progrès).

Développement de la stratégie de Jeunesse – Pays d'Asie-Pacifique (ASPAC)

Stratégie d'établissement du lien entre recherche et politiques	Développement de la stratégie de jeunesse- Pays d'Asie-Pacifique (ASPAC) Exposer la manière dont le lien entre recherche et politiques sera abordé durant le prochain exercice biennal.
Recherche Examen des politiques de jeunesse existantes, des mécanismes de soutien et des initiatives Les questions liées à la recherche comprennent : - Disponibilité et qualité des données; - Réceptivité – bas taux de réponse de la part des Commissions nationales, de gouvernements et des Bureaux de l'UNESCO - Taille et diversité de la région	Dialogue autour des politiques Consultations régulières avec les représentants des jeunes et des organisations; Atelier régional avec les décideurs et de représentants des agences prévu pour Juillet 2009 Dans le Pacifique seulement - Partenaires du Pacifique pour le développement des jeunes mis en place avec les gouvernements et des agences clés (Secrétariat de la Communauté du Pacifique, Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, le Programme de jeunesse du Commonwealth, agences des Nations unies, Croix Rouge, Conseil de jeunesse du Pacifique) Les questions liées à la politique de développement comprennent: - Aborder la faible capacité des fonctionnaires du Gouvernement à développer, appliquer et faire le suivi des politique. - Aborder les idées perçues sur la jeunesse. - Nombre de participants actifs dans le développement des jeunes et le manque de coordination entre les efforts de ces groupes. - Développement de ressources, une question clé pour la mise en œuvre.
Résultats obtenus	Le composant ASPAC de la stratégie SHS de l'UNESCO adopté (collecte de données réalisée; consultations prévues pour Juillet 2009)

Changement climatique et migration dans les PEID du Pacifique

Stratégie d'établissement du lien entre recherche et politiques	Changement climatique et migration dans les PEID du Pacifique Atelier de mai 2009 pour fournir une évaluation préliminaire de l'état des connaissances, des besoins en recherche et développement des politiques. Les résultats de l'atelier comprennent des recommandations relatives à l'établissement d'un dialogue entre chercheurs et décideurs politiques.	
Recherche Les activités lors de cet exercice biennal pour évaluer l'état des connaissances. A ce stade, il y a eu peu de recherches spécifiques sur le changement climatique et les migrations dans le Pacifique, mais il ya des recherches sur la migration (dans le Pacifique et à l'étranger) qui sont pertinente. Des lacunes dans la recherche et des priorités ont été identifiées afin de planifier un programme de recherche en 2010-11. Les questions liées à la recherche incluent : - La disponibilité et fiabilité des données par rapport à une question - Les questions politiques et de la souveraineté doivent être abordés et peuvent être sensibles	Dialogue autour des politiques Les résultats de l'atelier seront présentés lors d'une réunion de décideurs politiques en octobre 2009, étant ceci un commencement de l'engagement avec les gouvernements nationaux en termes de besoin d'information et de politiques. Certaines questions liées aux politiques de développement comprennent: - Faible capacité des fonctionnaires du gouvernement à élaborer, appliquer et faire le suivi des politiques - Manque d'engagement du gouvernement à gérer les questions de population Dans le Pacifique, l'accès à la terre sera également une question importante	
Résultats obtenus	Étude sur le changement climatique lié aux migrations dans le Pacifique complété (atelier pour fournir une évaluation de l'état de la connaissance terminé; rapport en attente).	

Développement social durable dans les PEID des Caraïbes (réf. 34 C/5 03019)

Priorité du MOST portée sur les PIED des Caraïbes: « Développement durable et ressources côtières dans les PIED des Caraïbes: Perspectives en sciences sociales

<p>Stratégie d'établissement du lien entre recherche et politiques</p>	<p>Deux composants distincts mais liés: a) Programme de recherche, et b) <i>policy-oriented outreach agenda</i>.</p> <p>Les <i>obstacles</i> à l'élaboration des politiques de développement durable dans les PEID des Caraïbes: - Capacités dissemblables au niveau national pour concevoir, exécuter, contrôler et évaluer les stratégies et politiques - Diverses intensité et étendue des interactions entre l'UNESCO (et autres agences de l'ONU/Organisations internationales) et les gouvernements nationaux/locaux - Développement durable (à long terme) en opposition aux priorités urgentes « de survie » (chômage élevé, approvisionnement en nourriture insuffisant, coûts de l'énergie, etc.) - Mobilisation de ressources (programme nationaux en contraposition aux programmes établis à l'étranger)</p> <p><i>Des conditions favorables</i> pour réduire l'écart existant entre la recherche et les politiques dans le domaine de la gestion des ressources côtières et le développement durable dans les Caraïbes: - Les ressources côtières reconnues par les décideurs, les universitaires et par la population en général comme un facteur critique dans l'économie, la société, la culture et la politique des PEID des Caraïbes (c'est un sujet « visible » et « répandu »). - Il s'agit d'un sujet de mobilisation dans les Caraïbes (existence d'une campagne populaire d'activisme politique, d'un intérêt académique, et d'un enjeu majeur dans le discours politique) - Les ressources côtières ont le potentiel d'agir comme une plaque tournante et point d'entrée pour davantage de recherche et de dialogue sur des thèmes portant sur les transformations sociales tels que l'équité entre les sexes et parmi les jeunes, le développement social, la participation à la prise de décision, la migration et la pauvreté. - Affirmation de soi des institutions leaders de recherche en politiques, notamment dans le cadre du consortium international du système de l'Université de West Indies (UWI).</p>
<p>Recherche</p> <p>Le programme de recherche divisé en 3 composants: a) Projets de recherche b) Création de réseaux c) Développement de capacités (Formation de jeunes chercheurs)</p> <p>Activités: 1. Atelier sur la stratégie de l'UNESCO pour les PEID des Caraïbes. Kingston, 24 janvier 2008, avec la participation de chercheurs confirmés. 2. Séminaire régional sur le coût de la pauvreté (Kingston, mars 2008), préparé conjointement avec <i>Institute of Social, Economic and</i></p>	<p>Dialogue autour des politiques</p> <p>1. Conférence internationale: "Comblent le fossé entre recherche et les politiques de développement durable dans les petits États insulaires en développement (PIED) des Caraïbes", qui s'est tenue à l'Unité de développement économique durable (UDED) du Département d'économie de l'Université de West Indies, avec le soutien du Bureau multi-pays de l'UNESCO pour les Caraïbes à Kingston, les 27 et 28 mai 2009, à la Faculté des sciences sociales, de l'Université de West Indies, St Augustine, Trinité-et-Tobago. L'ordre du jour de la conférence a donné l'occasion d'une discussion tripartite -décideurs politiques du secteur public, représentants de la société civile et chercheurs du milieu universitaire. Deuxième objectif: explorer et relancer les possibilités de</p>

<p><i>Political Change (IISPEC)</i>, l'Université de West Indies, et le Cabinet du Premier Ministre de Jamaïque (mars 2008).</p> <p>3. Soutien aux activités de recherche des jeunes professionnels travaillant sous la direction de chercheurs confirmés provenant de différentes universités et instituts de recherche de la région.</p> <p>4. Régularisation des échanges dans le cadre de la Conférence annuelle de la Caribbean Studies Association (CSA), le plus grand rassemblement annuel des chercheurs de la région. 33e Conférence annuelle de la Caribbean Studies Association (CSA) qui s'est tenue à l'île de San Andrés, Colombie, du 26 au 30 mai 2008.</p> <p>5. Conception et gestion d'un réseau Internet pour la diffusion des résultats de la recherche axée sur les politiques sur des thèmes de développement durable des PEID des Caraïbes; incorporés dans la page Web de l'Unité de développement économique durable (SEDU) au campus St. Augustine de l'UWI, Trinidad & Tobago.</p> <p>6. Préparation d'un livre sous le titre <i>The Shades of Blue: upgrading coastal resources for the sustainable development of the Caribbean SIDS. Perspectives from the Social and Human Sciences</i>. Le livre contient des documents orientée vers les politiques rédigés par des experts prestigieux sur des thèmes du développement durable dans les PEID des Caraïbes. Le manuscrit a déjà été livré. Date prévue de publication: septembre 2009.</p>	<p>collaboration entre l'UDED et autres partie prenantes régionales qui œuvrent dans le domaine du développement durable. La conférence a eu une bonne couverture médiatique et des documents ont été compilés en format électronique pour leur diffusion.</p> <p>2. Des actions développées dans le cadre de la 34e Conférence annuelle de la <i>Caribbean Studies Association (CSA)</i> qui a eu lieu à Kingston, Jamaïque du 1 au 5 juin 2009, dont l'objectif était de mettre en avant le profile du lien entre recherche en sciences sociales et politiques publiques. L'activité a inclut un panel et une présentation spéciale sponsorisée par le Bureau multi-pays de l'UNESCO pour les Caraïbes de Kingston, en incluant des universitaires, des décideurs politiques, des représentants de la société civile de différents pays de la région, et des membres du personnel de l'UNESCO.</p> <p>3. <i>Premier Forum de Ministres responsables du développement social et durable des Caraïbes</i> (prévu pour novembre 2009)</p>
<p>Résultats obtenus</p>	<p>Production et diffusion des connaissances axées sur les politiques sur le développement durable renforcée dans les établissements académiques, notamment par des <i>recherches empiriques et théoriques ainsi que la facilitation des travaux interdisciplinaires sur les politiques les plus prometteuses pour le développement économique durable dans les petits États insulaires en développement (PEID) des Caraïbes</i>.</p> <p>Concepts bases sur des connaissances empiriques sur le développement durable diffusés dans le public et les institutions responsables de la formulation des politiques au niveau national et régional.</p> <p>Amélioration de la capacité d'implémentation des gouvernements dans le domaine de politiques de développement durable.</p> <p>Des Etats membres mieux intégrés dans la stratégie du Secteur SHS de l'UNESCO pour les PEID et plus réactifs à la stratégie établie pour l'Ile Maurice, la Programme d'action de Barbade, et autres actions utiles majeures des Nations unies qui contribuent au développement durable des petits États insulaires en développement, en incluant les Objectifs du millénaire pour le développement.</p>

Table 2 fait un rapport sur les principaux résultats des activités du MOST lesquelles ont pour objectif d'atteindre le résultat attendu suivant défini dans le Programme et Budget approuvé pour 2008-2009 (34 C/5).

Critères d'organisation du rapport : Deuxième RESULTAT ATTENDU pour l'Axe d'action 2 à la fin de l'exercice biennal:

Amélioration des capacités des systèmes nationaux de recherche pour la formulation de politiques publiques de développement social

L'enseignement et la formation dans le domaine des sciences sociales (réf. 34 C/5 03019, 03020)

<p>Stratégie d'établissement du lien entre recherche et politiques</p>	<p>Des enseignements spécifiques et des initiatives de formation donnent lieu à une revalorisation conceptuelle et méthodologique dans les différents secteurs substantiels et complexes abordés dans le PREMIER RESULTAT ATTENDU (ci-dessus). Les universités d'été obtiennent le soutien de chercheurs et de professeurs dans le domaine des politiques publiques sociales. Les projets de recherche entrepris sont présentés et débattus. Les prix de MOST pour la recherche en politiques publiques efficace ont vocation à s'étendre dans toutes les régions</p> <p>Une attention particulière est portée à l'efficacité des politiques publiques et aux implications du lien entre science et politique pour la recherche. Les Chaires UNESCO actives dans les domaines de la migration, du développement urbain et de l'égalité entre les sexes cultivent l'esprit des étudiants et des jeunes chercheurs en termes de lien entre Recherche et Politique, du fait de leur engagement progressif et de leur implication pour structurer le débat des différents intervenants à l'échelle nationale.</p> <p>Commencer la coopération de manière ciblée avec les écoles d'administration publique.</p>
<p>Recherche</p> <p>Formation des jeunes professionnels: Les écoles d'été, attirent les jeunes professionnels issus des gouvernements, des ONG des centres de recherches et des Universités sous la bannière d'universitaires expérimentés.</p> <p>-La session jointe biennale de l'école d'été MOST-CISS à Sofia, Bulgarie a de nouveau rassemblé un échantillon international d'étudiants diplômés et d'universitaires se concentrant sur les implications conceptuelles et méthodologiques du couplage entre sciences sociales et politiques publiques (3-6 septembre 2009)</p> <p>-L'école d'été LAC-MOST qui s'est tenue en République dominicaine en septembre 2009 a formé 20 jeunes professionnels (issus de gouvernements, d'ONG, de centres de recherche et d'université) en relation avec le lien à établir entre Recherche et Politique, avec une</p>	<p>Dialogue autour des politiques</p> <p>Les Universités ont été des acteurs clé pour tirer parti du pouvoir des organisations internationales en matière de conventions et pour transformer leur coopération avec des programmes des Nations-Unis tels que MOST en consultation nationales étendues. Un exemple notable est le « Forum du dialogue sur les politiques sociales dans le Sud-est de l'Asie : zoom sur le lien entre Recherche et Politique » qui s'est tenu à Bangkok, du 20 au 22 Août 2008. Le Forum a été initié par l'Institut de recherche en sciences sociales de l'Université Chulalongkorn. En tant qu'entreprise coopérative sponsorisée par la NATCOM thaïlandaise et par le Ministère du développement social et de la vulnérabilité humaine, il fournit une plateforme pour établir un dialogue fructueux entre les chercheurs décideurs publics de haut niveau du Sud-est et du Sud de l'Asie.</p>

<p>attention particulière portée à la jeunesse. Nouvelles Chaires UNESCO lancées et formations professionnelles (réseau pour les professionnels municipaux) renforcées.</p>	<p>Les Chaires UNESCO centre de ralliement de nombreux intervenants lors de forums (ex : Venise, printemps 2009)</p>
<p>Les prix MOST permettent d'encourager les jeunes chercheurs en vue de renforcer leur sensibilité aux politiques publiques et de faciliter l'émergence d'une culture de coopération interprofessionnelle.</p> <p>Les jeunes universitaires en Indonésie ont été encouragés à combler le vide entre les activités de recherche et l'élaboration des politiques publiques en entrant dans la compétition pour le prix MOST-LIPI organisé par MOST et coordonné par l'Institut Indonésien des sciences.</p>	<p>Le Ministère argentin du développement social a créé un prix MOST intitulé « Les mères et les grands-mères de la Plaza de Mayo » pour la meilleure thèse usant d'actions participatives- méthodologie de la recherche et <u>apport de recommandations utiles pour les politiques publiques</u>. Le processus de sélection des meilleures thèses de 2009 a été conclu avec succès en Amérique Latine.</p>
<p>Résultats obtenus</p>	<ul style="list-style-type: none"> -Des jeunes professionnels formés sur la question du lien entre sciences sociales et politiques publiques. -Formations des officiers des Ministères au moyen du réseau virtuel CLACSO. -Amélioration des capacités pour la mise en œuvre par les gouvernements nationaux dans le domaine du développement social. -Base de données et chercheurs mis à la disposition des Ministères du Développement social et des ONG dans la région. -Publication des principales conférences organisées dans le cadre des Ecoles d'été et des meilleurs projets de recherche. -Identification des thèmes de recherche qui n'ont pas été traités et définition des actions à prendre en conséquence; -Renforcement des réseaux internationaux travaillant sur les questions sociétales et progrès de l'impact des sciences sociales au niveau national. -Renforcement de la culture à travers la mise en place de relations durables entre les universités, les décideurs publics et la société civile, en misant sur l'université comme institution de formation de tous ces acteurs. -Amélioration des contacts entre les organes gouvernementaux et les universités -Développement des perspectives de débat sur les résultats de la recherche et sur les options de politiques publiques qui s'offrent ; ainsi que sur la validation démocratique des propositions de politiques publiques au niveau national.

Développement de capacités en sciences sociales (réf. 34 C/5, 03019, 03020)

Stratégie d'établissement du lien entre recherche et politiques	Coopération étroite et soutien du Conseil international en sciences sociales dans le but de (citation de l' accord cadre UNESCO-CISS) "mener à bien des activités visant à promouvoir et à renforcer les sciences sociales dans toutes les régions du monde - au niveau national et régional et de manière transversale à ces frontières- et à veiller à leur qualité, à leur utilisation/application et à leur pertinence vis-à-vis des problèmes du genre humain. De telles activités donneront lieu à l'élaboration régulière d'un Rapport mondial sur les sciences sociales ». Coopération étroite avec les conseils régionaux en sciences sociales, avec les organes de recherche des agences gouvernementales de développement et avec les entités de recherche nationales.
Recherche Dans le nouvel Accord cadre conclu sur 6 ans signé entre l'UNESCO et le Conseil internationale des sciences sociales (CISS), l'accent a été mis sur le renforcement des systèmes nationaux de recherche et sur l'avancement des sciences sociales, améliorant ainsi l'élaboration des politiques publiques fondées sur des données empiriques. Pour le Rapport mondial sur les sciences sociales qui sera publié en Mai 2010, (Edition UNESCO), le CISS a sollicité 80 articles de recherche en sciences sociales. Le Rapport mondial sur les sciences sociales comportera les chapitres suivants: 1. Etat du monde: qu'est-ce que le monde a en tête? 2. Géographie des sciences sociales: revue des aspects institutionnels par région 3. Clivages, hégémonies et connexions 4. Les tendances à l'homogénéisation et la contestation des hégémonies 5. La concurrence internationale dans la nouvelle société du savoir 6. Clivages et passerelles entre les disciplines 7. Les sciences sociales et la société 8. Conclusions et perspectives d'action possibles	Dialogue autour des politiques CISS a organisé un Forum mondial des sciences sociales du 10 au 12 Mai 2009 à Bergen, en Norvège. Ce dernier a réuni environ 800 participants, principalement des représentants de conseils pour la recherche, des chercheurs individuels, mais aussi le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche (Norvège), le ministre-adjoint des Affaires étrangères (Norvège) ainsi que les ministres du Développement social de la Jordanie et dd l'Afrique du Sud. Le public visé par le Rapport mondial sur les sciences sociales regroupe les conseils pour la recherche et les écoles nationales de sciences, les Délégations permanentes, les Commissions nationales et les décideurs publics au niveau national.
Résultats obtenus	Interaction renforcée et complémentaire entre MOST et le CISS sous les auspices de l'Accord cadre 2008-2013; Organisation du Forum mondial des sciences sociales ; Sortie du Rapport mondial sur les sciences sociales au début de 2010 ; Ecole d'été organisée de façon conjointe par MOST et le CISS.

« Projet : Repenser l'Amérique Latine » (réf. 34 C/503019)

<p>Stratégie d'établissement du lien entre recherche et politiques</p>	<p>Le projet est coordonné par la FLACSO (Faculté des sciences sociales en Amérique latine et Caraïbes) et un grand nombre d'universitaires de premier plan de la région y contribue. Un objectif clé du projet est de sensibiliser le Forum des ministres du développement social cadre pour lequel il a vocation à servir de think tank.</p> <p>Objectifs:</p> <ul style="list-style-type: none"> - une analyse à moyen et long terme de la situation économique, sociale et politique actuelle dans la région et aux vues du contexte international; - Envisager les scénarios possibles à l'avenir dans le cadre de l'économie mondiale et leur impact probable sur les politiques sociales - Transmettre les recherches universitaires et les données relatives aux politiques publiques aux décideurs publics; - Proposer des politiques publiques alternatives pour le développement social.
<p>Recherche</p> <p>Le projet encourage la tenue de séminaires réunissant des universitaires et des décideurs publics exerçant des fonctions à des différents niveaux de gouvernement. Dans le cadre du projet, un réseau a été créé pour amener un plus grand nombre de personnes à s'impliquer dans les différents secteurs de la société et dans la communauté universitaire.</p> <p>Le réseau est un outil important pour renforcer le dialogue entre les universitaires, les décideurs publics et les ONG dans la région.</p>	<p>Dialogue autour des politiques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Succès lors du Forum des ministres du Développement social d'Amérique latine, à travers une analyse stratégique du développement social et de ses perspectives dans le cadre international actuel. - Renforcement du lien entre sciences sociales et politiques avec la participation de la communauté universitaire dialoguant directement avec les décideurs publics et les ONG.
<p>Résultats obtenus</p>	<p>- Publications:</p> <p>Document 1: état de l'art sur les interprétations actuelles de la situation en Amérique Latine et Caraïbes et discussion sur les modèles alternatifs de développement social.</p> <p>Document 2: Les variables décisives et les facteurs fondamentaux pour la construction de stratégies alternatives de développement social.</p> <p>Document 3: Perspectives et défis dans le système international pour le développement social en Amérique latine.</p> <p>Meilleure intégration des États membres d'Amérique latine au sein de la stratégie du secteur SHS de l'UNESCO pour lier sciences sociales et politiques publiques, dans le domaine du développement social.</p> <p>Renforcement du lien entre sciences sociales et politiques publiques dans le domaine du développement social avec la participation de la communauté universitaire dialoguant directement avec les décideurs et les ONG en Amérique latine.</p>

Réflexion théorique sur le lien entre recherche et politiques (réf. 34 C/5, 03013, 03019)

<p>Stratégie d'établissement du lien entre recherche et politiques</p>	<p>Aux vues des deux pôles de l'interface entre recherche et politiques, cette activité s'inscrit dans une perspective à moyen terme (6 ans) avec des résultats à court terme partiels.</p> <p>Des approches nouvelles et alternatives sont étudiées; le bilan des pratiques actuelles est fait; les programmes et les modes de synergie sont analysés dans différents contextes culturels; des outils méthodologiques sont développés en vue d'améliorer l'utilisation de la recherche en sciences sociales par les organes de décision.</p> <p>Enfin, des études sur l'impact de la recherche sur la formulation des politiques publiques rassemblent tous les acteurs ; des recommandations pour améliorer les opportunités d'utilisation dans les pays concernés sont formulées.</p>
<p>Recherche</p> <p>-L'approche théorique et méthodologique est motivée par le but de l'application. Pour éviter les approches fonctionnelles/mécaniques/instrumentales, le concept du lien entre recherche et politiques est problématisé de façon critique. Toute la question du lien entre recherche et politiques est également abordée sous l'angle d'une analyse institutionnelle qui nous permettra de savoir «comment nous savons» en termes d'acteurs et de logique organisationnelle.</p> <p>Le travail de recherche a été effectué au moyen d'approximations successives. 16 mois de travail ont été divisés en 3 étapes: Le stade exploratoire qui comprenait la collecte de l'information, l'identification de la documentation et des acteurs, les contacts avec les auteurs et les premières hypothèses interprétatives.</p> <p>Sur cette base, nous avons procédé à l'examen plus détaillé de 12 livres et de quelques 50 documents et articles (publiés ou non), ainsi qu'à l'analyse de quelque 300 documents internes de l'IFSP (propositions d'ateliers, dossiers d'ateliers, rapports intérimaires thématiques, document de référence, rapports finaux, discours officiels et rapports internes en espagnol, anglais et français)</p> <p>La deuxième étape était analytique et poursuivait la collecte d'informations ainsi que les réunions internes de discussion.</p> <p>La phase finale donnait lieu à l'analyse finale, à des discussions plus approfondies et à une consultation des membres du Comité consultatif scientifique (CCS)/MOST</p> <p>- Les efforts sont axés sur la diffusion et le partage de ces connaissances à travers des publications.</p> <p>- Au cours du premier exercice biennal (2008-2009), l'objectif</p>	<p>Dialogue autour des politiques</p> <p>Basée sur un nombre suffisamment important d'ateliers organisés au cours du Forum international sur les interfaces entre politiques et sciences sociales organisé en 2006 à Buenos Aires, Cordoba, Rosario et Montevideo, la récolte intellectuelle d'environ 1/3 des 98 ateliers a fourni une masse critique de documents approfondis et intéressants sur la recherche, des articles, des rapports et des livres donnant un aperçu clair des différentes questions théoriques et méthodologiques du programme d'interface, offrant ainsi une base complète pour mener à bien notre réflexion théorique</p> <p>Sélection en fonction de thèmes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Problèmes et dynamiques au niveau mondial: 10/26 ateliers et 7 publications (contenant un ou plusieurs articles chacun) • Politiques sociales: 13/36 ateliers et 6 documents écrits ont été identifiés • Population et migrations: 2/15 ateliers et 1 publication • Politiques urbaines et décentralisation: 5/14 ateliers et 3 documents • La dimension sociale de l'intégration régionale: 4/7 ateliers et 2 publications ont été identifiés <p>Sélection selon les acteurs: Les établissements et les acteurs de nature suivante ont été identifiés:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1/3 sont issus d'organisations internationales • 1/3 sont issus d'instituts de recherche, d'universités, de <i>think tanks</i> ou d'organismes professionnels • 1 / 3 sont issus d'institutions gouvernementales

<p>essentiel était de systématiser et de diffuser les résultats du Forum international sur les interfaces entre politiques et sciences sociales (collecte de données suivie de travaux analytiques et méthodologiques). En outre, 3 activités ont été menées à bien:</p> <p>a) examen de la documentation et analyse empirique des études de cas</p> <p>b) Enrichissement de la série MOST Policy Papers du fait de nouvelles publications et de la rédaction de synthèses politiques</p> <p>c) Lancement d'une collection d'ouvrages UNESCO/ MOST sur le lien entre recherche et politiques, avec une moyenne de 3 livres/an.</p>	
<p>Résultats obtenus</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Enseignements tirés des interactions entre recherche et politiques de l'IFSP: "Report & Publication: Mapping out the Research-Policy Nexus. The IFSP Highlights" (110p) 2. Éléments pour la mise en place d'un cadre analytique global (état de l'art): <ol style="list-style-type: none"> 2.1. MOST Policy Paper N ° 18 sur les politiques publiques fondées sur des données empiriques (examen critique de quelques programmes internationaux basés sur les relations entre la recherche en sciences sociales et l'élaboration de politiques) (50p) 2.2. MOST Policy Paper N ° 19 « Stratégies de politique sociale et leçons de l'ajustement structurel: Retour sur l'expérience argentine dans l'horizon latino-américain (60p) 2.3. Bibliographie annotée de la documentation anglaise publiée 2.4. Bibliographie annotée de la documentation espagnole publiée 2.5. 24 synthèses politiques intégrées à l'Outil internet MOST de recherche pour les politiques 2.6 Elaboration d'une collection UNESCO/MOST sur le lien entre recherche et politiques (voir le flyer).

Outil de recherche pour les politiques (réf. 34 C/5 03019, 03020)

<p>Stratégie d'établissement du lien entre recherche et politiques</p>	<p>L'outil de recherche politique MOST permet d'accéder en ligne aux données politiques significatives en comparant au même temps différentes données de recherche issues de diverses sources. Il permet aux utilisateurs d'obtenir des réponses personnalisées à des questions « transdisciplinaires », la procédure est calquée sur des services législatifs classiques de recherche. Les principes et fonctionnalité de l'outil se dérivent de l'analyse de 10 systèmes majeurs de gestion des savoirs dans le cadre du développement international, basés sur le recherche menée par le MIT et dirigé par le professeur N. Choucri, Présidente du Conseil scientifique du MOST.</p> <p>Les collections thématiques présentes dans le site Web de l'outil, sont des ressources ouvertes à tout le monde, disponibles librement pour leur reproduction, modifiées et redistribuées sous les termes de la Licence <i>Creative Commons</i>. Ils doivent répondre à des questions pertinentes touchant le développement social venant des décideurs politiques, de leurs conseillers techniques, des institutions de recherche, des chercheurs et des organismes qui les financent.</p> <p>Veuillez vous référer au document Outil de recherche pour les politiques: Présentation du projet, état actuel et futurs développements. http://unesdoc.unesco.org/images/0018/001837/183763e.pdf SHS-09/CONF.203/9a de la documentation de la 9e Session du CIG du MOST</p>
<p>Recherche</p> <p>La méthode novatrice de mise en réseau des connaissances qui caractérise l'Outil est basée sur le croisement d'un cadre d'analyse des politiques publique – trame générique pour tous les documents ("Synthèses") - avec un cadre d'analyse thématique – appelé « modèle sur la connaissance du domaine » qui décrit chaque document selon des critères spécifiques au domaine. La trame générique est conçue selon le profil cognitif du décideur public, tandis que les critères se rapportant aux problématiques du domaine dans le cadre d'analyse thématiques sont élaborés par des spécialistes de la thématique en question, sur la base d'un examen de la littérature existante.</p> <p>La première collection thématique de l'Outil devrait pouvoir être lancée en 2007, en étroite coopération avec le Forum de l'UNESCO pour l'Enseignement Supérieur, la Recherche et la Connaissance. En attendant, cette collection pilote détient une centaine de synthèses de politiques.</p> <p>Cinq nouvelles collections thématiques de synthèses de politiques ont été élaborées et intégrés à l'Outil en 2008/09:</p> <ul style="list-style-type: none"> « La construction de liens entre la recherche en sciences sociales et les politiques publiques » (recherches théoriques 	<p>Dialogue autour des politiques</p> <p>Le projet de l'Outil s'efforce de fournir une interface dynamique entre les chercheurs et les décideurs publics en vue d'améliorer la pertinence et la qualité de la recherche en sciences sociales ainsi que la disponibilité en temps opportun des données scientifiques. Cette interface dynamique augmente les chances de prise en compte des données scientifiques de haute qualité disponibles, dans le but d'améliorer l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques.</p> <p>L'Outil internet est particulièrement pertinent pour être utilisé dans le cadre de consultations nationales relatives aux problèmes brûlants de la société. Il est en effet conçu pour renforcer la coopération entre les chercheurs et les organisations internationales comme l'UNESCO, en même temps qu'il permet d'extraire, de comparer et de diffuser des résultats précis à différents groupes d'utilisateurs.</p> <p>L'Outil constitue un potentiel important pour raviver et redéfinir la coopération entre MOST et de ses circonscriptions nationales.</p> <p>C'est également un instrument permettant de fournir directement les résultats de la recherche effectuée dans les sous-régions et les régions au Forum des ministres du développement social.</p>

<p>et méthodologiques de MOST en cours)</p> <ul style="list-style-type: none"> • «Les expériences du renforcement des capacités socio-économique pour éliminer la pauvreté par le biais des droits de l'homme» (élaboré avec la Division des Droits de l'homme et celle pour l'égalité des genres); • « Analyses et propositions de mesures fondées sur les droits de l'homme visant à combattre la violence contre les femmes » (élaboré avec la Division des Droits de l'homme et celle pour l'égalité des genres); • « Expériences dans la prévention de la violence organisée des jeunes en Amérique latine » (à partir d'un projet spécial faisant appel à 4 pays d'Amérique centrale); • « L'intégration régionale » (en vertu d'un accord de coopération avec comparatif régional de l'Université des Nations Unies, Unité des études Comparatives sur l'intégration régionale); <p>En outre, le «Système de restitution de conférences MOST» (procédure de restitution en temps réel basée sur la méthodologie sous-jacente de l'Outil) a été adapté avec succès en 2008 pour la Conférence ministérielle africaine sur la recherche pour la santé (Bamako, Mali, Novembre 2008), une initiative mondiale impliquant l'OMS, l'UNESCO, la Banque mondiale, le COHRED et divers gouvernements.</p>	<p>Idéalement, les résultats de la recherche qui ont été sélectionnés pour leur rigueur scientifique et leur qualité (peer review) et qui seront finalement transformés en synthèses politiques devraient être validés par des consultations au niveau national, sous-régional et régional.</p> <p>L'outil sera alors en mesure de fournir aux décideurs publics les résultats de la recherche qui ont résisté au test de qualité entrepris par les pairs et au test de terrain relatif à la pertinence pour les politiques à travers leurs discussions et validation/invalidation par les praticiens et les intervenants concernés, en adéquation avec la gouvernance démocratique et la transparence.</p>
<p>Résultats obtenus</p>	<p>Les réactions spontanées sur l'ensemble du projet ont été très encourageantes – de la part des États membres de l'UNESCO et partenaires, des agences des Nations Unies et de divers autres organismes (y compris des réseaux régionaux de recherche, gouvernements, agences nationales de recherche et unités de politiques publiques, ONG) et de particuliers.</p> <p>Des propositions de coopération ont été reçues de la part du Programme sur l'homme et la biosphère (MAB) de l'UNESCO, de l'ONU, de l'OCDE, de la CLACSO¹, et de la CIGI.</p> <p>Le programme inter-agence sur la Recherche relative aux maladies tropicales a adapté la méthodologie de l'Outil MOST et a fait du MOST membre de son comité consultatif scientifique.</p> <p>Le référentiel de connaissances de l'Outil MOST internet contient en tout 250 <i>Policy Briefs</i> regroupés dans 6 collections thématiques.</p> <p>Le «Système de restitution de conférences MOST» a été coopté et mis en œuvre avec succès lors de deux événements inter institutions majeurs: la Conférence régionale africaine sur la recherche pour la santé (Juin 2008) et le «Forum ministériel mondial sur la recherche pour la santé" (Bamako, Mali, novembre 2008).</p>

¹ Centro Latino Americano de Ciencias Sociales

<u>Lignes directives pour les Comités nationaux de liaison du MOST (réf. 34 C/5, 03019)</u>	
Stratégie d'établissement du lien entre recherche et politiques	<p>Elaborer des lignes directrices pour la promotion de la création et fonctionnement des Comités nationaux de liaison du MOST, lesquelles ont pour but de renforcer le lien entre recherche et politiques à niveau national.</p> <p>Veuillez vous référer au document de Lignes directrices de substance : http://unesdoc.unesco.org/images/0018/001838/183820e.pdf SHS-09/CONF.203/8a de la documentation de la 9e Session du CIG du MOST</p>
<p>Recherche</p> <p>Les Comités nationaux de liaison du MOST ont pour but d'augmenter l'impact des sciences sociales aux niveaux nationaux et régionaux en facilitant la création de réseaux de recherche et en promouvant la recherche orientée vers les politiques.</p>	<p>Dialogue autour des politiques</p> <p>Les Comités nationaux de liaison du MOST ont pour objectif de promouvoir le dialogue continu entre décideurs, scientifiques sociaux et société civile en facilitant les plateformes de dialogue et le débat autour des options politiques concernant les priorités nationales.</p>
Résultats obtenus	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de l'impact des sciences sociales à niveau national. - Renforcement des opportunités de dialogue continu parmi les décideurs, les chercheurs et la société civile. - Renforcement des opportunités de dialogue autour des résultats de recherche et des options politiques ; et validation des <i>Policy Briefs</i> à niveau national.

Forum des Ministres du développement social (réf. 34 C/5, 03020)

<p>Stratégie d'établissement du lien entre recherche et politiques</p>	<p>Créer de meilleures conditions pour un dialogue direct entre les universitaires et les décideurs politiques à travers l'identification d'un programme commun et le développement de projets spécifiques qui concernent le processus de décision.</p> <p>Renforcer la participation des communautés de recherche nationales, sous-régionales et internationales avec les décideurs politiques, afin de construire des liens de recherche en politique solide dans les différentes sous-régions et régions, et à travers toutes les régions.</p> <p>Les Secrétaires exécutifs des organisations régionales en sciences sociales, tels que la FLACSO et du CLACSO, doivent être systématiquement associé au Forum des Ministres.</p> <p>Le thème principal des réunions de Ministres est "Les politiques sociales dans le contexte de crise internationale".</p>
<p>Recherche</p> <p>Pour chaque Forum des Ministres (2008/09), des recherches ciblées ont été élaborées et présentées aux Ministres:</p> <ul style="list-style-type: none"> - trois documents de recherche sur la solidarité et le développement social, - sur l'information du public, - sur la responsabilité sociale des entreprises, - sur les questions de vieillissement, - sur l'impact de la crise financière sur la protection sociale, <p>et des documents de recherche sur les politiques sociales en temps de crise économique en Asie du sud (qui sera préparé par le CRDI 2009)</p> <p>La revitalisation de la contribution de l'Inde en sciences sociales aux activités du secteur SHS par la participation et la contribution au séminaire national, organisé par l'Institut de changement économique et social (juillet 2008), une réunion inter-agences des Nations unies sur l'inclusion sociale, avec la participation de ICSSR et le CRDI , plusieurs réunions ont eu lieu à l'ICSSR.</p> <p>Des documents de recherche sur les sciences sociales en Inde, établi par le Conseil indien de recherche en sciences sociales (mars 2008).</p> <p>L'objectif clé du projet : "Repenser l'Amérique latine" (conjointement avec la FLACSO) consiste à présenter au Forum des Ministres une analyse à moyen et à long terme de la situation actuelle dans la région inscrite dans le contexte international, les scénarios possibles d'évolution de l'économie mondiale et son impact probable sur les politiques sociales et les différentes alternatives pour le renforcement des stratégies de développement social.</p>	<p>Dialogue autour des politiques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le 2e Forum des Ministres du Développement social de l'Asie du sud s'est réuni les 5 et 6 mars 2008 à New Delhi en Inde. - Le 2e Forum des Ministres du Développement social pour les pays de la CEDEAO, s'est réuni les 25 et 26 septembre 2008, à Abidjan en Côte d'Ivoire. - Le premier Forum des Ministres responsables du Développement social de la Communauté est-africaine, a été organisé par le CEA, en association avec le programme MOST, du 15 au 19 septembre 2008, à Kigali au Rwanda. - Le premier Forum des Ministres du Développement social pour toute la région arabe a eu lieu à Amman en Jordanie les 12 et 13 novembre 2008. - Le 7e Forum des Ministres du Développement Social pour l'Amérique latine et les Caraïbes, organisé par le Gouvernement de l'Équateur et le MOST, a eu lieu à Quito, Equateur les 27, 28 et 29 août 2009, avec l'appui de l'UNICEF. <p>A venir en 2009:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le 1er Forum des Ministres du développement social des Caraïbes aura lieu en collaboration avec la CARICOM lors de la réunion suivante de COHSOD novembre 2009. <p>Evénements de dialogue MOST :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le programme MOST a organisé une manifestation parallèle avec les décideurs politiques et les chercheurs dans le cadre de la Commission du développement social, ONU, à New York en 2008. - Le MOST a participé et contribué à la première session de la Conférence de l'UA des Ministres en charge du développement social "Vers un développement social durable, un agenda pour l'Afrique", à

	<p>Windhoek, en Namibie, 27 - 31 Octobre 2008 laquelle a adopté « African Social Policy Framework » pour l'Afrique, la Déclaration de Windhoek sur la position africaine commune sur l'intégration sociale.</p> <p>- Le MOST a organisé une série de 3 dialogues multipartites sur l'impact de la crise financière sur le développement social:</p> <p>1) Première Table ronde MOST («événement parallèle ») lors du Forum mondial des sciences sociales, à Bergen, 12 Mai 2009, lors de laquelle ont participé plusieurs Ministres et des chercheurs;</p> <p>2) L'impact de la crise financière mondiale sur les politiques sociales en Amérique latine a été le thème général du 7e Forum des Ministres du développement social pour l'Amérique latine et les Caraïbes (à Quito, août 2009).</p> <p>3) La 9e session du Conseil intergouvernemental du MOST a joué son rôle d'espace politique interrégional et international en organisant un dialogue sur les réponses nationales et internationales à la crise (29 septembre 2009).</p>
<p>Résultats obtenus</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nouvelle relation entre les responsables des politiques sociales dans la région et les chercheurs. - La promotion d'une culture durable du lien réalisée au cours du 7e Forum des Ministres du développement social en Amérique latine (Quito, 2009) qui a entériné la participation systématique des chercheurs et des ONG. - Un ordre du jour commun entre les chercheurs universitaires et les décideurs politiques, afin d'alimenter les données empiriques dans les politiques sociales. - Production et diffusion de la connaissance orientées vers les politiques sur les stratégies de développement social en dans les sous-régions. - Formations pour les membres des ministères par l'intermédiaire du réseau virtuel du CLACSO. - Amélioration des capacités d'exécution des gouvernements nationaux dans le domaine du développement social. - Base de données et chercheurs à la disposition des ministères du développement social et des ONG dans différentes régions. - Promotion du dialogue politique et de capacités accrues dans la formulation de politiques sociales à travers une plate-forme ministérielle d'échange. - Mécanismes de facilitation de la coopération horizontale et l'échange des meilleures pratiques. - Le programme MOST contribue de plus en plus à favoriser les réponses politiques visant à atténuer les conséquences sociales négatives de la crise financière.

Dialogue Sous-régional sur les politiques sociales en Asie du sud: “Constater le lien entre sciences sociales et politiques”

<p>Stratégie d'établissement du lien entre recherche et politiques</p>	<p>À la suite du Forum international du MOST sur l'établissement de liens entre politiques et sciences sociales qui a eu lieu en Argentine et en Uruguay en 2006, l'Institut de recherches sociales de l'Université Chulalongkorn, à Bangkok, en Thaïlande, avec le soutien de la Commission nationale thaïlandaise pour l'UNESCO, le Comité national de recherche de la Thaïlande et le Ministère du développement social et la sécurité humaine de Thaïlande, l'UNESCO a co-organisé le Forum cité plus haut. Les objectifs spécifiques du Forum ont porté sur le renforcement des plates-formes de dialogue entre spécialistes des sciences sociales et les décideurs politiques dans les pays participants, le renforcement connexe des réseaux internationaux en recherche sociale, la coopération universitaire dans la région et l'échange et le partage des expériences dans la conception de la vie sociale politique et la gestion des transformations sociales.</p> <p>L'objectif global est la création d'un Forum de l'Asie du sud sur les politiques sociales, qui réunisse sur une base régulière les Ministres du développement social de la sous-région ainsi que les représentants du monde universitaire, les ONG et les entreprises.</p>
<p>Recherche</p> <p>Les documents de recherche et les projets de textes pour les cours en université et la recherche sur les dimensions sociales de la mondialisation et les défis du travail décent ont été rassemblés et examinés dans le cadre des réunions préparatoires au niveau national dans certains pays, y compris la Thaïlande, la Malaisie, l'Indonésie et les Philippines. Les facteurs sous-régionaux ayant une incidence sur la recherche en sciences sociales, la disponibilité des résultats sur l'état de l'art de la recherche et leur utilisation, ainsi que les conditions spécifiques des politiques sociales menées en Asie du sud ont également été étudiés.</p> <p>Les nouveaux rôles des chercheurs en sciences sociales ainsi que de nouveaux modes de communication des résultats ont été explorés, en vue de renforcer la coopération horizontale et les possibilités d'identification.</p>	<p>Dialogue autour des politiques</p> <p>Le lien entre les sciences sociales et politiques a été incarné par des représentants de haut niveau académique et de l'administration en provenance de la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la République de Corée, la République démocratique populaire de Laos, la Malaisie, la Mongolie, le Myanmar, les Philippines, le Singapour, le Vietnam, la Thaïlande et l'Afrique du Sud.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Organisation de réunions entre les chercheurs et les décideurs pour discuter des domaines clés à traiter dans le forum sur les politiques avec les Ministres. 2. Participation à plusieurs réunions régionales, y compris l'AASREC pour réunir les réseaux régionaux et les efforts. 3. Proposition faite à la Thaïlande d'accueillir un Forum des Ministres en 2009 (avant le forum prévu en 2010 à Brunei).
<p>Résultats obtenus</p>	<p>Renforcement de la culture du lien afin d'assurer des liens plus étroits et systématiques entre recherche et politiques, en vue d'informer sur la formulation des politiques sociales.</p> <p>Identification d'importants contributeurs de substance et des groupes de travail composés d'intervenants multiples.</p> <p>La question du « constat » (voir le titre) a égalé la conclusion d'un mode de forum viable pour de multiples parties prenantes, compte tenu du climat social de la sous-région.</p> <p>La réunion a sensiblement fait progresser la consultation en cours et les recherches pour identifier et préparer les thèmes pour le futur Forum ministérielle de l'Asie du sud ainsi que pour les réunions nationales autour des politiques.</p>

Si vous souhaitez davantage d'information, prière de consulter la page Web du Programme MOST: www.unesco.org/shs/most

**Annexe: MP III - SCIENCES SOCIALES ET HUMAINES MLA2 –
Budget 2008/2009**

Element Type	Unit/ Office	Heading	Officer	Budget Approved		
				2008	2009	Total
Major Programme		III. Social and human sciences	SANE	\$	\$	\$
Biennial Sectoral Priority		III.2. Strengthening national and regional research systems in order to provide policy-oriented research on social and ethical issues		2 126 600	1 761 500	3 888 100
			4320000000	2 126 600	1 761 500	3 888 100
MLA 2		III.2.1. Enhancing research-policy linkages in the field of social development	IWAMOTO	2126600	1 761 500	3 888 100
4322100000	HQS	Headquarters	IWAMOTO	1 216 600	1 055 000	2 271 600
4322100001	GED	Socioeconomic empowerment/gender studies	SMITH (Ms)	53 800	53 800	107 600
4322100002	GED	Violence against women	SMITH (Ms)	75 000	0	75 000
4322309004	GED	Palestinian women's center	SMITH (Ms)	70 000	70 000	140 000
4322105003	PCS	Theoretical reflection	SOLINIS	35 000	35 000	70 000
4322100004	PCS	MOST Statutory meetings	VON FURSTENBERG (Ms)	70 000	70 000	140 000
4322100005	PCS	MOST National Liaison Committees Brochure	TASH (Ms)	18 000	2 000	20 000
4322100006	PCS	Country audit including funds raising	TASH (Ms)	10 000	30 000	40 000
4322101007	PCS	MOST Online Research Policy Tool	VON FURSTENBERG (Ms)	40 000	40 000	80 000
4322100008	PCS	MOST regional fora of ministers - coordination	GOLDEN (Ms)	15 000	15 000	30 000
4322105009	PCS	ISSC	IWAMOTO	225 000	225 000	450 000
4322100010	PCS	ISSJ	CROWLEY	100 000	75 000	175 000
4322100011	PCS	Développement conceptuel	AIT-OUGAHIA, Ferial	33 300	33 300	66 600
4322101012	PCS	Synthèse des CCT et small grants	TEKAYA (Ms)	33 300	33 400	66 700

4322100013	PCS	Appui UEMOA	TEKAYA (Ms)	33 300	33 400	66 700
4322100015	MIG	Regional agreements on migration	DE GUCHTENAIRE	54 400	35 000	89 400
4322180016	MIG	African migration	DE GUCHTENAIRE	20 000	20 000	40 000
4322100017	MIG	Observatories & chairs urban policies	COLIN (Ms)	40 000	20 000	60 000
4322100018	MIG	Social integration of migrants	COLIN (Ms)	35 000	15 000	50 000
4322100019	MIG	Migrants rights	PECOUD	25 000	25 000	50 000
4322100028	YTH	Strategy development	IWAMOTO	10 000	5 000	15 000
4322100029	YTH	Consultations and pilot studies/projects	IWAMOTO	16 300	15 000	31 300
4322100030	UNR	UN Common country exercises (BSP)	BSP	21 000	21 000	42 000
4322100031	SIT	SITA	BB	56 000	56 000	112 000
4322100032	HQC	Common Charges	BB	45 900	45 900	91 800
4322100033	PUB	Communication, information and publication (CIP)	BRUNO-CAPVERT (Ms)	46 500	46 400	92 900
4322100034	POC	Programme operating costs	SANE	34 800	34 800	69 600
4322200000	AFR	Africa		337 500	265 000	602 500
4322280001	ACR	ACR MOST Priority Theme Reg. Integration	SANE	100 000	100 000	200 000
4322280002	ACR	African migration	GUISSE	40 000	40 000	80 000
4322280003	ACR	Regional agreement on migration ECOWAS	GUISSE	10 000	10 000	20 000
4322280008	ACR	ECOWAS Forum	GUISSE	25 000	20 000	45 000
4322280011	BAM	Development of strategy - Youth	DIR BAM	5 000	5 000	10 000
4322209004	BUJ	Great Lakes Center	SMITH/MATURURU	100 000	50 000	150 000
4322260005	BUJ	Women in the Great Lakes	MATUTURU (Ms)	10 000	10 000	20 000
4322280007	NAI	Social Forum East and Southern Africa	NKINYANGI	25 000	20 000	45 000
4322280009	NAI	Regional agreements on migration SADC	NKINYANGI	10 000	10 000	20 000
4322280010	NAI	Development of strategy - Youth	NKINYANGI	12 500		12 500
4322300000	ARS	Arab States		138 000	55 000	193 000
4322300001	AMN	AMN Arab Social Forum	HAQUE (Ms)	35 000	15 000	50 000
4322300002	BEI	BEI Research MOST Priority Theme	SUGITA (Ms)	40 000	40 000	80 000
4322300005	BEI	Development of strategy - Youth	SUGITA (Ms)	12 500		12 500
4322300003	RAB	Women in the judiciary and political participation	SAAD-ZOY (Ms)	50 500	0	50 500
4322400000	APC	Asia/Pacific		207 000	182 500	389 500

4322440001	API	API MOST Priority SIDS Pacific	VIZE (Ms)	35 000	35 000	70 000
4322400002	API	Regional agreements on migration ASEAN	VIZE (Ms)	10 000	10 000	20 000
43224000012	API	Development of strategy - Youth	VIZE (Ms)	12 500		12 500
4322400003	ATA	Migrants' Rights in Central Asia	KENNEDY (Ms)	15 000	15 000	30 000
4322400011	ATA	Regional agreements on migration CIS/Eurasia	KENNEDY (Ms)	10 000	10 000	20 000
4322400004	BEJ	Violence against women	AOSHIMA	15 000	15 000	30 000
4322400005	BEJ	Urban inclusive polices	AOSHIMA	11 500	8 500	20 000
4322400006	BGK	Research in socioeconomic rights & Forum	MACER	30 000	30 000	60 000
4322409007	BGK	Capacity building - University of Kabul	MACER	10 000	10 000	20 000
4322400008	BGK	BGK South-East Asia Social Development Forum	MACER	25 000	20 000	45 000
4322400009	JAK	MOST young researchers contest	DIR JAK	5 000	5 000	10 000
4322400010	NDL	NDL South-Asia Social Forum	FAETANINI (Ms)	15 000	10 000	25 000
4322400011	NDL	Social integration of migrants	FAETANINI (Ms)	13 000	14 000	27 000
4322500000	EUR	Europe		40 000	14 000	54 000
4322500001	MOS	Women's political participation	BADARCH	20 000	10 000	30 000
4322500002	MOS	Regional agreements on migration in CIS	BADARCH	20 000	4 000	24 000
4322600000	LAC	Latin America and Caribbean		187 500	190 000	377 500
4322600001	HAV	MOST Thematic research (José Martí)	DIR HAV	5 000	20 000	25 000
4322600002	KNG	KNG Caribbean Social Forum	BOAFO	15 000	15 000	30 000
4322640003	KNG	KNG MOST Priority SIDS Caribbean	BOAFO	35 000	35 000	70 000
4322611004	MTD	MOST Rethinking Latin America	CARANZA	40 000	53 000	93 000
4322600005	MTD	Social Forum Latin America	CARANZA	35 000	35 000	70 000
4322600006	MTD	Regional agreements on migration MERCOSUR	CARANZA	10 000	10 000	20 000
4322600008	MTD	Development of strategy - Youth	CARANZA	12 500		12 500
4322600007	MXC	San José-Costa Rica Office Research MOST Priority Poverty	ESCOTTO-QUESADA (Ms)	35 000	22 000	57 000